

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 525
Juillet-Août-Sept. 2017
54^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Venezuela. L'Assemblée Constituante est de la poudre aux yeux des prolétaires
- Attentats à Barcelone. Terrorisme djihadiste et démocratie, deux drapeaux de la bourgeoisie
- Quand le CCI «polémique», c'est pour noyer le poisson!
- «L'Initiative Communiste Ouvrière», ou les derniers Mohicans de l'Union de la Gauche
- Une nouvelle brochure du parti: «Marxisme et classes moyennes»

Contre les ordonnances gouvernementales, une seule réponse: la lutte de classe !

L'ÉTRANGE APATHIE SYNDICALE...

C'est sous ce titre qu'une éditorialiste du *Monde* jugeait le premier septembre les réactions des syndicats aux ordonnances du gouvernement, alors que d'autres journaux avaient parlé du «climat étrangement feutré» dans lequel s'engageaient les concertations de l'été (1). Bien entendu ce quotidien connaît parfaitement les raisons de l'attitude des appareils syndicaux: ce ne sont pas des organisations de lutte de classe, mais des organisations fières de se proclamer «partenaires sociaux» au même titre que le patronat.

Les Confédérations syndicales ont donc participé sans état d'âme aux consultations organisées tout l'été par le gouvernement pour préparer ses ordonnances. Personne ne pouvait ignorer leur but, puisqu'il avait été annoncé à l'avance aller plus loin dans les attaques anti-ouvrières que la loi El Khomry. Les médias ont noté que FO qui, lors de la mobilisation contre cette loi, avait joué au syndicat combatif, se félicite maintenant des avancées qu'il aurait obtenues au cours de ces négociations, alors que la CFDT qui avait soutenu la loi, s'est dite «décue» par les ordonnances où elle voit «une occasion manquée». Manquée pour qui? Pas pour le patronat en tout cas qui se félicite des ordonnances par la voix du MEDEF, de la Confédération des PME et de l'U2P (organisations des artisans, commerçants et professions libérales).

Mais, nous dira-t-on, la CGT n'a-t-elle pas affirmé haut et fort par la voix de Martinez son hostilité aux ordonnances? En tout cas cela ne l'a pas empêchée de participer assidument aux négociations de cet été et même d'y apporter ses contributions: selon son communiqué du 31 août, lors de ces négociations, «la CGT a fourni 14 pages de propositions pour que notre pays engage de réelles réformes». Voilà qui ne ressemble pas un langage de lutte résolu de la part d'une organisation qui promettait il n'y a encore pas si longtemps de continuer sans trêve le combat contre la loi El Khomry! Le premier

(Suite en page 2)

1917: la lumière d'Octobre illumine la voie de la révolution de demain

Cent ans après ce gigantesque bouleversement qui fit trembler le monde, les commémorations de la révolution en Russie n'ont pas manqué et ne manquent pas, y compris dans les médias bourgeois. Bien entendu ces commémorations sont critiques et le reproche principal adressé aux bolcheviks, même parmi ceux qui se disent d'«extrême gauche», est de ne pas avoir respecté les canons universels et indépassables de la démocratie. Cependant de manière générale la

Aucune révolution ne se déroule en un seul jour, selon le vieux mythe anarchiste du «grand soir»; elle occupe une période qui, selon les conditions du moment au niveau national et international peut être plus ou moins longue, et elle a été préparée par toute une maturation, souvent imperceptible par les contemporains: c'est l'époque où, comme disait Marx, vingt années ne comptent pas plus qu'un jour pour les grands développements historiques, avant qu'arrive une période révolutionnaire où chaque journée concentre en elle vingt années.

Cent ans ont passé depuis octobre 17 et nous sommes obligés en raison d'une situation toujours défavorable à rappeler les enseignements d'une révolution passée au lieu de préparer une révolution prochaine. C'est également un fait que nous ne pouvons échapper à la manie des dates «mathématiques»...

La grande révolution prolétarienne qui abattit le pouvoir bourgeois en octobre 17 après avoir abattu le gouvernement tsariste en février est encore aujourd'hui appelé ré-

volution d'octobre parce que le 26 octobre du calendrier alors en vigueur en Russie (correspondant au 7 novembre du calendrier actuel) l'insurrection prolétarienne s'empara du palais d'Hiver à Petrograd qui était le siège du gouvernement de Kérénsky après avoir été la résidence des Tsars.

Avec cet assaut le mouvement révolutionnaire du prolétariat russe, guide du mouvement révolutionnaire des paysans et des masses pauvres, signa la fin du pouvoir de la jeune bourgeoisie russe. On était alors en pleine guerre mondiale, et le Tsarisme faisait partie de la Triple Entente aux côtés de la Grande-Bretagne et de la France qui s'affrontait à l'Alliance des Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie); à la Triple Entente s'était adjointe l'Italie tandis que les Empires centraux avait vu la Turquie les rejoindre. Le gouvernement bourgeois russe constitué après la révolution de février resta fidèle aux engagements militaires du tsarisme, démontrant dans les faits qu'il n'avait aucune intention de rompre avec la politique impérialiste précédente, même s'il prétendait

révolution russe est traitée comme un événement d'un passé lointain et révolu, sans réelle portée sur la situation actuelle et future. Pour les véritables communistes au contraire la révolution d'octobre est un thème vivant, actuel; il touche en effet toutes les questions centrales de l'émancipation prolétarienne, de la lutte révolutionnaire pour le socialisme, du rôle indispensable du parti de classe dans cette lutte, etc. Nous allons nous contenter ici d'en évoquer quelques-uns.

dans ses discours que la guerre avait changé de nature.

VICTOIRE DE L'INSURRECTION

En rappelant la date de l'insurrection nous voulons souligner une première leçon historique: celle contenue dans les lettres de Lénine (alors dans la clandestinité) qui appelait à ne perdre ni un jour ni une heure pour renverser le gouvernement de Kérénsky. Cette grande vérité, c'est-à-dire que le parti doit savoir ne pas rater le moment où «la praxis se renverse», autrement dit le moment où la volonté collective du parti devient le facteur déterminant d'un tournant historique n'empêche pas que la lutte continua encore pendant longtemps après la date fatidique, d'une part en raison des distances dans l'immense Russie, mais surtout parce qu'après la prise victorieuse du pouvoir dans la capitale qui se réverbéra dans tout le pays, il faudra encore non seulement plusieurs semaines mais

(Suite en page 2)

Le Brésil entre crise économique, rivalités politiques et lutte des classes

Peuplé de plus de 200 millions d'habitants, le Brésil, géant d'Amérique Latine dont la superficie est deux fois plus grande que celle de l'Union européenne, s'était hissé, d'après les chiffres du PIB (Produit Intérieur Brut) au 6^e rang mondial des pays les plus riches. Il y a quelques années, il avait été inclus dans les BRICS, cette catégorie journalistique censée regrouper les pays «émergents» les plus dynamiques, ceux qui étaient irrésistiblement voués à jouer tôt ou tard les premiers violons de l'économie capitaliste mondiale et qui, en attendant, en étaient les moteurs: Brésil, Russie, Inde, Chine (auxquels fut rajoutée ensuite l'Afrique du Sud). Mais la crise économi-

que mondiale de 2008 a bien rebattu les cartes; plus personne ne parle plus des BRICS, et aujourd'hui le Brésil, rétrogradé au 8^e rang mondial, est dans sa troisième année de récession - la plus longue et la plus profonde depuis des décennies, voire depuis les années trente du siècle dernier. De 2014, date du début de cette crise au commencement de cette année, le PIB a reculé de plus de 7%, le déficit budgétaire a explosé, le taux officiel de chômage a atteint un record historique de plus de 13% ce qui correspond à 14 millions de chômeurs - ce taux officiel ne décrivant qu'une partie de la réalité, le chômage réel (y compris le sous-emploi) est bien plus important.

Depuis une quinzaine d'années, le Brésil a été dirigé par des gouvernements issus du PT (Parti des Travailleurs), le principal parti de gauche dont le leader charismatique est l'ancien syndicaliste Lula. Rassemblant responsables syndicaux, chrétiens de gauche, courants opportunistes d'«extrême» gauche (trotskystes et autres), etc., le PT est né il y a une trentaine d'années quand s'achevait la dictature militaire comme le parti de collaboration de classe dont avait besoin la démocratie de la «nouvelle république» pour contrôler la forte combativité ouvrière (1).

Après avoir régulièrement accru ses succès électoraux (remportant notamment les élections municipales dans de grandes villes et des élections régionales), le PT finit en 2002 par remporter l'élection présidentielle. Pour se faire élire, Lula avait dû convaincre la bourgeoisie qu'il avait vraiment la stature d'un «homme d'Etat» - c'est-à-dire de quel-

qu'un capable de comprendre et défendre de façon responsable les intérêts capitalistes, et pas seulement celle d'un démagogue doué pour duper les travailleurs, et qu'il allait se situer dans la continuité des gouvernements précédents. Dès son arrivée au pouvoir Lula, allié à des partis bourgeois, prit des mesures allant dans le sens demandé par les milieux capitalistes et saluées par le FMI: augmentation de l'âge de la retraite des fonctionnaires de 55 à 60 ans, flexibilisation du marché du travail, indépendance de la Banque centrale, paiement rubis sur l'ongle de la dette (que le PT affirmait autrefois vouloir répudier ou au moins renégocier), abandon de la réforme agraire au profit du développement de l'agrobusiness, etc.

La présidence de Lula correspondit au boom du prix des matières premières sur le marché mondial; il entraîna une forte croissance économique du Brésil qui en est un grand exportateur. Cela permit au gouvernement de financer des mesures sociales; entre

autres, en 2005, la *Bolsafamilia*, une allocation d'Etat de 30 à 40 euros par mois attribuée aux familles les plus pauvres (plus de 20 millions de personnes en bénéficient). Ces mesures n'étaient en réalité que les miettes du boom économique connu alors par le Brésil (la croissance économique atteignit les 4% par an au cours de ces années) dont le principal bénéficiaire fut évidemment la bourgeoisie; mais elles expliquent la popularité dont a longtemps joui et dont jouit encore en partie le PT parmi certaines couches prolétariennes, en dépit de sa politique pro-capitaliste.

En 2006 Lula fut confortablement réélu, malgré différents scandales de corruption impliquant des élus et dirigeants du PT dont le principal fut celui du *mensalao* (la «mensualité» distribuée aux députés!); le gouvernement achetait les voix des parlemen-

(Suite en page 3)

Contre les ordonnances gouvernementales, une seule réponse: la lutte de classe !

(Suite de la page 1)

ministre a d'ailleurs déclaré qu'il prenait en compte les propositions de la CGT, ce qui lui a valu un démenti de Martinez: il est vrai que ces choses-là ne se disent pas en public (2)...

Dans ce même communiqué publié après la publication des ordonnances, où la CGT appelle à la journée «de grèves et manifestations» du 12 septembre, elle se garde bien de donner le moindre mot d'ordre clair qui pourrait servir d'axe pour engager une lutte véritable (comme le retrait des ordonnances, etc.), mais parle d'«informer les salariés», «d'engager le débat avec eux pour d'autres propositions» afin de «gagner des réformes de progrès social».

Mais le problème est que les seules réformes qu'accepte aujourd'hui le capitalisme (dont Macron n'est qu'un porte-parole) sont des **contre-réformes** qui accroissent l'exploitation des travailleurs, augmentent leur insécurité, diminuent le salaire réel en s'attaquant aux prestations sociales et aux pensions qui en sont partie intégrante. Ce n'est pas à cause de la méchanceté aujourd'hui d'un Macron ou d'un Gattaz, hier d'un Valls et d'un Hollande, mais à

cause des lois de fonctionnement du capitalisme qui ne connaît pas d'autre moyen pour sortir de ses crises répétées. Il ne s'agit donc pas de faire d'autres propositions (à qui, sinon au gouvernement et aux patrons?), mais de se préparer à une lutte réelle, à une lutte sérieuse et d'ampleur. Macron l'a dit lui-même avec toute la morgue d'un dirigeant bourgeois: il sera d'une «*détermination absolue, il ne cédera rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes*». Les seuls cyniques et fainéants sont les **bourgeois parasites**, qui vivent du travail des prolétaires. Contre eux il faudra se montrer d'une détermination au moins égale pour résister à leurs attaques avant de pouvoir éliminer ces malfaisants.

POUR LA LUTTE PROLÉTARIENNE DE CLASSE!

Les prolétaires ont potentiellement la force nécessaire pour cela car ils peuvent paralyser l'économie qui ne vit que de leur travail. Mais cette force gigantesque ne peut se concrétiser que dans la **lutte ouverte**, sur le terrain de l'**affrontement ouvert entre les classes** – et non dans des négociations bien gentilles entre «partenaires

sociaux»: les exploités et les exploités, les prolétaires et les bourgeois ne sont pas des partenaires, ils sont des **ennemis de classe!** Les capitalistes mènent en permanence la lutte contre les travailleurs, mais en prenant bien soin de les paralyser, de les anesthésier et de les diviser de différentes manières – et surtout grâce à l'action irremplaçable des organisations politiques et syndicales réformistes qui détournent et sabotent toutes les luttes. Il est indispensable de tirer le bilan de l'échec de la lutte contre la loi El Khomry si l'on ne veut pas retomber dans les mêmes travers.

Ce bilan est simple: sans une **véritable lutte de classe** sur des objectifs clairs, sans le recours aux méthodes et aux moyens classistes – ce qui signifie le recours à la grève sans limitation de durée et dépassant les limites d'entreprise et de corporation, sans son organisation et sa prise en main par les travailleurs eux-mêmes (avec comités de grève, piquets, occupations, etc.), tout mouvement est condamné à l'échec, surtout quand il se limite à des journées rituelles de loin en loin et des manifestations-procèsions.

La lutte contre les ordonnances gouvernementales actuelles et contre les attaques futures qui sont déjà annoncées, implique de rompre avec les méthodes de la collaboration entre les classes du réformisme politique et syndical qui ne conduisent qu'à l'échec.

Non aux ordonnances gouvernementales

les et à toutes les attaques anti-ouvrières!
Pour le retour à la lutte et à l'organisation indépendante de classe!
Pour la révolution prolétarienne internationale!

10/9/2017

(1) *Le Parisien Libéré*, 26/6/17. Pour expliquer ce climat, le journal citait des sources anonymes «*autour du chef de l'Etat*» affirmant que l'exécutif avait «*laissé planer la menace d'une loi de moralisation étendue à la vie syndicale*» ce qui aurait entraîné une «*remise en cause de certains financements accordés aux confédérations syndicales depuis la loi Rebsamen de 2014*» au cas où les syndicats n'auraient pas été coopératifs. Quoi qu'il en soit, le fait que le financement des organisations syndicales provient pour sa plus grande partie de sources étatiques et patronales ne peut pas ne pas avoir des conséquences sur leur comportement.

(2) Selon le *Journal du Dimanche* du 10/9/17, des «*réunions secrètes*» de la CGT, FO, CFDT, CFTC et CGC ont eu lieu au cours de l'été pour rédiger un document intitulé «*lignes rouges et propositions d'ajouts communs aux 5 confédérations*» à destination de l'Elysée, de Matignon et du ministère du Travail.

1917: la lumière d'Octobre illumine la voie de la révolution de demain

(Suite de la page 1)

plusieurs années pour maintenir ce pouvoir contre les invasions extérieures et les ennemis intérieurs.

La conquête du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de sa dictature exercée par le parti communistes, donnaient le coup d'envoi à des tâches incontournables de la révolution comme celle de la liquidation de la guerre et le rejet de toute politique impérialiste de conquête, d'annexion d'oppression nationale. Il y avait également la tâche d'éliminer tous les obstacles de l'administration étatique précédente et des formalismes démocratiques (y compris la Constituante) qui répondaient aux besoins des classes dominantes, d'enlever à ces dernières toutes les possibilités de s'organiser et de lutter sur tous les terrains (culturels, politiques, militaires) pour la défense de leurs intérêts, de se préparer à combattre militairement contre les insurrections qu'elles fomentaient et contre les interventions militaires impérialistes par l'armement et l'organisation en une armée rouge de détachements ouvriers et paysans.

Arrêtons-nous un instant sur la question de la révolution démocratique bourgeoise et de son Assemblée Constituante. Dans ses *Thèses d'avril* Lénine soutenait que la république ne devait pas être parlementaire, mais être fondée sur le système des Soviets; nous sommes toujours dans une révolution anti féodale, donc une révolution démocratique, bourgeoise, selon le marxisme; mais cette révolution démocratique bourgeoise pourra d'autant plus vite réaliser ses buts, pourra aller d'autant plus loin dans la liquidation des restes féodaux et semi-féodaux qu'elle sera conduite par le prolétariat, sans utilisation des méthodes démocratiques! Quant à la bourgeoisie elle préférera renoncer à «sa» révolution ou en tout cas la freiner au maximum et passer un compromis avec les forces de l'ancien régime de peur d'être emportée par la bourrasque révolutionnaire.

C'est qu'en effet la révolution n'était pas seulement de nature bourgeoise, elle était «**double**»: les prolétaires qui s'étaient mis en mouvement luttèrent sans doute eux aussi contre l'ancien régime, mais ils luttèrent également contre leurs patrons, contre les capitalistes, contre les bourgeois. L'Assemblée constituante aux mains des bourgeois, aurait arrêté la révolution, comme le faisait le gou-

vernement provisoire depuis février 17. Elle fut dissoute par les forces révolutionnaires qui avaient pris le pouvoir grâce à la réussite de l'insurrection.

Trois jours après la rédaction de la «Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité» que la Constituante avait refusé d'approuver, Lénine signa le 7 janvier le décret de dissolution de celle-ci.

Comme l'explique notre texte «Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui» en citant des extraits du texte de Lénine, la décision part du fait que la Révolution Russe, depuis le début, a créé les Soviets, que ceux-ci se sont développés contre les illusions de collaboration avec les partis bourgeois, contre «*les formes trompeuses du parlement démocratique bourgeois*» et «*sont arrivés à la conclusion que la libération des classes opprimées sans la rupture avec ces formes et avec toute espèce de conciliation est impossible*». Cette rupture «*a eu lieu avec la révolution d'Octobre qui a remis tout le pouvoir entre les mains des Soviets*» (1).

Cela entraîna la réaction des exploités et dans la répression de leur tentative désespérée, la révolution d'Octobre a montré qu'elle était le **début de la révolution socialiste**: «*Les classes laborieuses*, continue Lénine, *ont dû se persuader, sur la base de l'expérience, que le vieux parlementarisme bourgeois avait fait son temps* (y compris en Russie, où il venait à peine de naître – NdlR), *qu'il était incompatible avec l'objectif de la réalisation du socialisme; que ce ne sont pas les institutions nationales générales mais seules les organisations de classe comme les Soviets qui peuvent vaincre la résistance des classes possédantes et poser les fondements de la société socialiste*».

La grandeur de ce texte, commente la «Structure...», réside en ce qu'il n'est pas fondé sur des contingences particulières du développement russe concret, mais sur des arguments de principe tirés de l'histoire même de la révolution prolétarienne et communiste mondiale, sur l'incompatibilité entre la démocratie parlementaire et la réalisation du socialisme qui suivra le renversement violent des obstacles sociaux, des formes traditionnelles de production, comme il est écrit dans le «*Manifeste*».

«*Au-delà de dix frontières*, écrit Bordiga, *les partisans du marxisme non corrom-*

pu ne lurent pas ce texte, mais il leur suffit d'apprendre la nouvelle crue que la minorité avait quitté l'assemblée et ordonné que la majorité soit réduite au silence, pour célébrer l'une des rencontres les plus éclatantes entre la prévision doctrinale et l'histoire vivante. La masse des prolétaires exploités, que la guerre avait amenée à la lutte révolutionnaire, comprit la grandeur de l'événement, même si ce fut de façon moins scientifique; elle cria avec des millions de voix qu'une fois encore la Lumière (appelez-la, ô philistins, qui crachez votre venin, messianique; dans notre lexique ce n'est pas le Verbe qui se fait Chair mais la Théorie qui se fait Réalité !) s'était levée resplendissante sur l'horizon de l'Orient» (2).

La leçon contenue dans ces faits historiques est d'autant plus grandiose que le contenu de ces entreprises est entièrement classiste; il permet de donner le nom de socialiste et communiste à la révolution d'Octobre et à l'État des Soviets dirigés par le Parti Bolchévik, dans toute son action politique, dans la mesure où cette dernière avait un **fondement** central, qui ne résidait pas dans un ensemble de mesures destinées à gouverner et à administrer la Russie, mais dans la lutte acharnée pour la révolution communiste en Europe.

La valeur fondamentale de la révolution d'octobre réside précisément en ceci que la politique du parti bolchévik et du nouveau pouvoir était orientée toute entière vers la révolution européenne et mondiale.

DESTRUCTION DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

D'avril à octobre les bolchéviks avaient mis en avant la situation internationale, la guerre impérialiste pour expliquer leur formidable formule historique de la révolution russe: Il s'agit d'une révolution bourgeoise anti-féodale. Qu'elle intéresse le prolétariat, nous le savons depuis l'Abc de 1848; à l'époque, dans cette situation de capitalisme naissant (ce qui, selon le déterminisme historique, signifie socialement utile, bénéfique, le seul à pouvoir augmenter la productivité du travail et l'intensité de la consommation, ainsi qu'à propulser en avant les capacités prolétariennes de classe), il y avait ouvertement alliance, lutte commune, solidarité non seulement pour le renversement du servage féo-

dal et de l'absolutisme, mais aussi pour la fondation de l'Etat national et les guerres qui avaient cet objectif. A l'époque de la révolution russe, le capitalisme dans le monde est parasitaire, il n'est plus une force d'impulsion mais il est devenu une entrave à l'économie productive, générateur de guerres non plus de systématisations nationales sous les formes les plus modernes, mais de guerres de rapine et de pur brigandage.

Dans ce cas aussi il faut oeuvrer à une révolution anti-despotique même si elle doit en rester à la phase capitaliste, mais il ne peut plus y avoir d'alliance de guerre avec la bourgeoisie, il ne peut plus y avoir de solidarité non seulement dans la guerre civile (anti-tsariste) mais dans la guerre extérieure. En bref, nous ne nous laisserons pas de le répéter, le prolétariat se charge de faire la révolution bourgeoise, il se charge de diriger la paysannerie dans cette révolution, mais il ne s'allie pas aux partis bourgeois, il tend à prendre tout le pouvoir contre la bourgeoisie locale, ses alliés opportunistes et ses collègues internationaux.

Le bolchévisme assumait cette dure tâche, si terrible que soit l'enjeu. Une rapide offre de négociations mondiales: les alliés se taisent; tout de suite après l'offre unilatérale aux Allemands qui se pressent à la frontière.

Première délégation Ioffé en décembre 1917. Conditions inacceptables. Deuxième délégation Trotsky en janvier 1918. Dures conditions, qui comportent l'annexion de peuples slaves. Trois formules: Lénine (ennemi féroce des annexions **actives**): accepter et signer la paix; Boukharine: guerre révolutionnaire contre les Allemands; Trotsky: ni paix, ni guerre, ne pas signer. Le Congrès des Soviets est pour cette thèse. La délégation se retire sans signer de traités. L'armée allemande se lance en avant. Au Comité Central Trotsky propose l'appel aux alliés pour des aides militaires. Le 23 février Berlin dicte un ultimatum aggravé: au CC, 7 voix pour Lénine (acceptation), 4 pour Boukharine (refus), qui démissionnent, 4 s'abstiennent avec Trotsky. 3 mars: signature du traité. Le Congrès du parti approuve en condamnant les «*communistes de gauche*» de Boukharine. Le parti communiste rompt avec les Socialistes Révolutionnaires, les derniers alliés.

Le Brésil entre crise économique, rivalités politiques et lutte des classes

(Suite de la page 1)

taires par centaines pour faire passer ses lois. Pour former son gouvernement Lula passa une alliance avec le parti bourgeois centriste PMBD à qui il confia des ministères importants.

La crise économique internationale de 2008-2009 fut ressentie également au Brésil où elle fut la plus importante depuis 1990, surtout marquée au niveau de la production industrielle (-7,4% en 2009). Mais la récession ne dura pas: dès 2010 l'économie du pays enregistrait une hausse du PIB de 7,5%! (cette flambée de croissance économique retourna l'année suivante).

Comme la constitution brésilienne interdit plus de 2 mandats présidentiels successifs, c'est Dilma Rousseff, dauphine de Lula, qui se présenta et devint présidente en 2011. Les mesures anti-sociales du gouvernement Rousseff, conjuguées au ralentissement économique, provoquèrent de grandes manifestations de rue en juin 2013 contre la hausse du prix des transports; les manifestants contestaient aussi les dépenses somptuaires pour la coupe du monde de football (au pays où le football est roi) alors

que le financement du système de santé ou de l'éducation est déficient. La nature politique petite-bourgeoise de ce mouvement interclassiste se voyait dans l'interdiction de fait des drapeaux rouges et de tout ce qui évoquait des orientations de gauche. Après avoir obtenu une baisse du tarif des transports à Sao Paulo, Rio de Janeiro et dans d'autres grandes villes, le mouvement retourna, au moment même où des mouvements de grève commençaient à apparaître.

En octobre 2014, alors que l'opération judiciaire dite *Lava Jato* (lavage express) (2), commençait à révéler l'étendue de la corruption des politiciens de la coalition gouvernementale (PT, PMBD), et que le Brésil replongeait dans la crise économique, Rousseff était péniblement réélue. Pendant la campagne électorale elle avait multiplié les promesses de gauche (bien qu'elle ait choisi comme vice-président Michel Temer, le leader du PMBD; mais dès les premiers jours de son nouveau mandat, arguant de la crise économique et sous la pression des milieux capitalistes les plus puissants, elle se lança dans une politique d'austérité qu'elle n'avait cessé de dénoncer tout au long de sa campagne!

Le parti est seul. La guerre est détruite. Cet aperçu d'un si grand événement suffit. Notons seulement que la gauche révolutionnaire du parti socialiste italien fit siennes toutes les positions d'Octobre: conquête du pouvoir, dictature, dispersion de la Constituante, rupture avec les SR, stratégie terroriste; il suffirait de parcourir une série de l'*Avanguardia* des jeunes socialistes, avec les commentaires, que nous dirions excités, semaine après semaine. Dans l'*Avanti!* un article de la même origine, inconditionnellement pour la thèse de Lénine: «La Révolution russe dans une phase décisive», avait le but de combattre les incertitudes des camarades qui croyaient la position trop *droitière*, trop conciliante (3).

CRÉATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Les Thèses d'avril (1917) rédigées par Lénine, de retour d'exil, pour orienter l'action du parti dans la situation nouvelle créée par la chute du tsarisme et l'instauration du gouvernement provisoire, sont le programme de la révolution prolétarienne en Russie (et non pas le programme de la construction du socialisme – impossible dans la Russie économiquement et socialement retardataire). Mais elles ne se limitent pas à un cadre national, au cadre de la seule Russie: comment d'ailleurs serait-ce possible quand la Russie est engagée dans la guerre mondiale? D'autre part la révolution russe elle-même n'est pas un fait isolé, purement national. Elle s'inscrit dans une vague révolutionnaire internationale qui touchera tous les pays. Si, selon la formule de Lénine, la chaîne impérialiste s'est brisée en son maillon le plus faible – la Russie – c'est toute cette chaîne qui est ébranlée et qui menace de se rompre définitivement. C'est donc à bon droit que les Thèses d'avril se terminent par la dixième: «*Rénover l'Internationale. Prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire, d'une Internationale contre les social-chauvins et contre le "centre"*».

Il faudra que passe plus d'une année après la prise du pouvoir pour que se constitue cette Internationale; mais elle est néanmoins l'enfant non seulement de la poussée révolutionnaire en Europe, mais de la victoire de la révolution d'Octobre.

Son sort fut d'ailleurs étroitement lié au destin de cette dernière: dès que le pouvoir révolutionnaire fut contraint, en raison de l'échec révolutionnaire prolétarien en Europe, de se replier sur des tâches propre-

ment russes de développement du capitalisme (d'abord en voulant le contrôler, avant de camoufler plus tard son développement sous l'étiquette mensongère de «*construction du socialisme*»), l'Internationale, incapable de résister aux pressions opportunistes, commença à dégénérer. Elle passa ensuite à la contre-révolution en devenant l'outil du capitalisme d'Etat russe, après avoir expulsé tous ceux qui s'opposaient à cette involution fatale.

* * *

Cent ans après la lumière de la révolution d'octobre brille toujours malgré tous les éteignoirs; elle indique toujours le chemin de la révolution future: prise violente du pouvoir, destruction de l'Etat bourgeois, dictature du prolétariat exercée par le parti de classe unique, extension internationale de la révolution.

Demain, sur une échelle beaucoup plus large qu'il y a cent ans le prolétariat devra à nouveau livrer bataille, ne serait-ce que pour échapper au sort que lui réserve inévitablement le capitalisme; il devra à nouveau opposer la guerre de classe à la guerre impérialiste, il devra à nouveau se lancer «à l'assaut du ciel» et s'écrier comme Lénine dans son fameux discours improvisé devant une délégation ouvrière venue l'accueillir à son arrivée en Russie en avril 17: «... l'aube de la révolution socialiste mondiale s'est déjà levée (...) Vive la Révolution Socialiste Mondiale!»;

(1) Cf. «Structure Economique de la Russie d'aujourd'hui», série d'exposés de Bordiga réunis sous ce titre. Ed. Il Programma Comunista 1976, p. 231.

(2) Ibidem, p. 232.

(3) Nous suivons ici le texte «Les grandes questions historiques de la révolution en Russie» (Gênes, 1955), publié sur *Programme Communiste* n°96. Les articles de Bordiga se trouvent sur la «Storia della Sinistra Comunista», tome 1.

«Programme communiste» Revue théorique du parti communiste international No 104 (Mars 2017)

Prix: 4 € / 8 FS / 3 £ / 1000 CFA / USA + Cdn
US \$4 / Amérique Latine US \$1,5 / Algérie 100
DA Maroc 20 MAD

Cette politique de rigueur, sans réussir à rétablir les équilibres budgétaires et à faire diminuer l'inflation, a sans aucun doute été un facteur aggravant de la récession. En 2015, le PIB chutait ainsi de 3,8%, la production industrielle de 8,3%, les exportations diminuaient de 15% et les importations de 25%; l'inflation atteignait les 10% de même que le déficit du budget, alors que le taux de chômage officiel passait de 4,84% à 8,5%. C'est sur ce fond de cette crise économique croissante que le gigantesque scandale de corruption autour de la société pétrolière Petrobras (3) mis à jour par Lava Jato prenait toute son ampleur, montrant que tout le système politique brésilien était touché. Dans une situation où le gouvernement se montrait incapable de faire face aux difficultés économiques, la crise se transforma inévitablement en crise politique. Déconsidérée auprès des travailleurs, confrontée aux manifestations massives (4) des couches petites bourgeoises touchées de plein fouet par la crise, paralysée par les rivalités politiques attisées par les scandales, la présidence de Rousseff devenait un fardeau de plus en plus gênant pour le capitalisme brésilien. Un processus de destitution de la présidente fut donc lancé au parlement; après une longue procédure il aboutit finalement en mai 2016 (entre-temps Lula était entré au gouvernement pour obtenir une immunité face aux accusations de corruption lancées contre lui), et Dilma Rousseff fut remplacée par son vice-président Michel Temer.

Le gouvernement du nouveau président élabore toute une série de mesures d'austérité renforcée afin de redresser les finances (augmentation de taxes, diminution des dépenses sociales, amendement constitutionnel pour geler pendant 20 ans les dépenses publiques, etc.), en même temps que l'ouverture de lignes de crédit aux entreprises, tout en promettant des mesures institutionnelles pour mettre fin à la corruption. Les réformes Temer devaient permettre de mettre fin rapidement à la crise et de rétablir la compétitivité et la rentabilité du capitalisme brésilien. Mais en 2016 l'économie brésilienne continua à fortement reculer sur presque tous les plans (PIB: -3,6%, production industrielle: -6,5%, déficit budgétaire: -9%, exportations: -3%, importations: -19,8%, chômage: 12%), à l'exception de l'inflation qui diminuait à 6% (en raison de la difficulté à vendre les marchandises). Cependant à la mi 2017 ce recul semblait arrêté: le gouvernement annonça triomphalement un taux annualisé de «croissance» légèrement supérieur à 0%...

Ce sont les prolétaires et en général la population laborieuse qui étaient visés par la politique gouvernementale, ce sont eux qui sont clairement destinés à payer les frais du rétablissement du capitalisme brésilien. En période de crise le capitalisme juge toujours insoutenable les dépenses sociales en matière de santé, d'éducation, de retraites et autres, et intolérables les mesures de «protection» des travailleurs et bon nombre d'amortisseurs sociaux antérieurement mises en place pour acheter ou consolider la paix sociale.

RIPOSTE DE CLASSE OU MANOEUVRES PRÉ-ÉLECTORALES?

L'attaque contre le régime des retraites (augmentation de l'âge légal de la retraite à 65 ans pour les hommes, 62 pour les femmes, nécessité de 49 ans de cotisations avant de partir à la retraite, etc.) était la mesure la plus importante pour la bourgeoisie (5); c'est donc aussi celle qui a suscité le plus de réactions, avec la réforme du code du travail pour «flexibiliser» le travail, c'est-à-dire pour plier davantage les prolétaires aux exigences capitalistes. A la mi-mars d'importantes manifestations de protestation avaient déjà eu lieu dans les grandes villes à l'appel des syndicats contre ces réformes. Mais c'est à la fin avril que les protestations ont connu leur maximum avec le succès de la grève générale du 28, appelée par tous les syndicats, y compris les centrales «*pelegas*» (les syndicats jaunes liés à la droite), les partis de

gauche (dont le PT) et nombre d'organisations, y compris religieuses.

Cette unanimité était liée au large mécontentement parmi les prolétaires et les masses suscité par les «réformes» de Temer; mais elle s'expliquait aussi par certaines mesures qui frappent directement les appareils syndicaux comme la suppression du paiement obligatoire des cotisations syndicales. A la suite de cette grève, une grande marche fut organisée à Brasilia le 24 mai à laquelle les autorités répondirent en faisant appel à l'armée (qui tira à balles réelles, faisant des dizaines de blessés) pour maintenir l'ordre; puis une nouvelle grève générale fut appelée le 30 juin.

Mais celle-ci n'a été en définitive qu'une journée de manifestations, les grèves n'ayant été suivies pratiquement que dans l'enseignement et les banques. En fait les grandes centrales syndicales n'ont pas appelé à la grève ou ont peu mobilisé. C'est le cas de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), la plus importante confédération syndicale brésilienne, constituée il y a une trentaine d'années sur la lancée des luttes syndicales sous la dictature. Depuis la CUT a démontré son efficacité dans la collaboration de classe, et elle représente le principal point d'appui du PT.

A la tête du mouvement d'opposition actuel aux réformes Temer, la CUT cherche essentiellement à éviter que cette opposition se transforme en véritable lutte de classe, raison pour laquelle elle a dans les faits saboté la grève générale du 30 juin qu'elle avait été contrainte de convoquer. Elle préfère évidemment détourner le mécontentement dans un mouvement à visée électoraliste, autrement dit l'orienter vers l'impasse du système politique bourgeois. Derrière les slogans *Fora Temer!* (dehors Temer!), *Diretas já!* (élections directes immédiates!) ou la dénonciation de la destitution de Rousseff comme étant un coup d'Etat contre la Constitution, la CUT et le PT, préparent en fait les élections présidentielles de l'année prochaine. Lula, récemment condamné à 9 ans de prison pour corruption, mais qui a fait appel de cette condamnation, est déjà parti en campagne et les sondages le créditent d'un score élevé (son élection lui assurerait en outre l'immunité!).

En jouant habilement les pompiers sociaux au moment où le gouvernement Te-

(Suite en page 4)

« Il Comunista » Nr. 149 - Giugno 2017 Nell'interno

- Il populismo, ideologia piccoloborghese e reazionaria, è antiproletario quanto la democrazia borghese
- Francia: bilancio delle elezioni
- Manchester Arena: una strage usata cinicamente per ribadire l'«unione sacra» tra proletariato e borghesia
- Venezuela: di fronte alla crisi capitalista che getta la piccola borghesia sul lastrico, il proletariato ha bisogno della sua organizzazione di classe indipendente e del suo partito rivoluzionario!
- Perché rinasca la lotta di classe del proletariato! (1 maggio 2017)
- Nello sforzo comune di difendere la teoria marxista e il patrimonio politico della Sinistra comunista, proseguiamo il lavoro di assimilazione teorica vitale per il partito
- La strage alla Manchester Arena: ...e poi più niente, all'improvviso... come a Falluja, Homs, Mosul, Raqqa?
- A cent'anni dalla prima guerra mondiale (6)
- Al Nostro Posto! («Avanti!» del 16-8-1914)
- La teoria marxista della moneta (7)
- Sul rinnovo del contratto dei metalmeccanici sigliato dalla Triplice sindacale tricolore. Errata corrige
- Afragola (NA)
- A proposito dell'obbligo dei vaccini in Italia.

Giornale bimestrale - Una copia 1,5 €, 5 CHF, £ 1,5 - Abbonamento annuo: 8 €, 25 CHF; £ 6 - Abbonamento annuo di sostegno: 16 €, 50 CHF; £ 12

Brésil ...

(Suite de la page 3)

mer, affaibli par les révélations sur la corruption de ce dernier (6) et battant tous les records d'impopularité (7), n'a pas toujours pas réussi à faire passer dans un parlement divisé son attaque contre les retraites, la CUT rend un fier service non seulement à l'ordre bourgeois en général, mais au gouvernement lui-même: elle le protège en pratique de la colère prolétarienne. La CUT est aidée dans sa besogne anti-prolétarienne par les organisations qui se prétendent «révolutionnaires» ou «socialistes»; nous ne parlons pas des néo-staliniens nationalistes du PC do B (Parti Communiste du Brésil) qui faisaient partie de la coalition gouvernementale, mais du PSOL (Parti Socialisme et Liberté, scission du PT, regroupement hétérogène de divers courants réformistes, notamment trotskystes), principal parti à gauche du PT, qui ne va pas au-delà de la revendication d'élections directes pour éjecter Teme; ou du PSTU (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié, parti trotskyste affilié à la LIT-QI) qui préconise une «solution ouvrière et socialiste pour le Brésil» tout en mêlant la lutte contre les attaques anti-prolétariennes du gouvernement à la défense de la «souveraineté nationale» (8) - revendication bourgeoise s'il en est! Il parle d'un

«gouvernement socialiste des travailleurs», mais sans jamais dire qu'un tel gouvernement ne peut naître que de la révolution...

La lutte anti-corruption a été indéniablement utilisée par des forces bourgeoises dans le cadre des rivalités qui déchirent la classe dominante (le gouvernement Temer tente actuellement d'arrêter cette lutte) (9); mais le prolétariat trouve et trouvera contre lui une bourgeoisie unie pour accroître son exploitation et accentuer la répression; il trouve et trouvera aussi contre lui les faux partis ouvriers et les centrales syndicales collaborationnistes. Le proche avenir verra un redoublement des attaques; pour y résister il lui faudra retrouver, contre tous les faux amis, la voie de la lutte de classe, la voie de la reconstitution de ses organisations de défense immédiates classistes, mais aussi de la reconstitution de son parti de classe. Tâche difficile mais indispensable pour pouvoir demain passer à la contre-attaque contre le capitalisme, pour pouvoir donner une réalité aux slogans anti-réformistes et anti-électoralistes:

Fora Capitalismo!, Revolução já!

Dehors le capitalisme, la révolution maintenant!

10/9/2017

(1) cf «A função do PT», *Proletario* n° 1 (mai 1982), consultable sur notre site.

(2) Partie d'une enquête sur du blanchiment d'argent, l'affaire a révélé un vaste

réseau de pots de vin impliquant de grands groupes du BTP et la société Prethrobras. En juin 2015 l'enquête s'étendait au groupe de BTP Odebrecht, dont le patron sera condamné à 19 ans de prison. Les aveux des cadres de la société vont toucher tout l'horizon politique brésilien (y compris Lula) et s'étendre à l'étranger: Venezuela, mais aussi France où une enquête est officiellement ouverte en octobre 2016 pour des faits de corruption lors de la vente de sous-marins au Brésil. Mais cette enquête française est surtout remarquable pour sa discrétion...

(3) Petrobras est une entreprise pétrolière d'Etat qui fait partie des plus grandes compagnies mondiales du secteur. Comme toutes les entreprises de ce type elle fait office de vache à lait pour toute une série de parasites, politiciens, grandes ou petites entreprises, etc.

(4) Dès mars 2015 près de deux millions de personnes manifestaient contre la corruption et demandaient la démission de Rousseff. Une année plus tard, en mars 2016, ils étaient plus de trois millions pour réclamer sa destitution. L'indécence corruption des élites indigne avec raison les prolétaires et les petits bourgeois; mais la corruption est fille légitime du capitalisme, ce système où tout s'achète et tout se vend, et elle se retrouve dans tous les pays: un capitalisme propre et intègre est un rêve pieux. Cependant dans certains pays, la corruption atteint des niveaux qu'elle porte atteinte au

fonctionnement harmonieux du capitalisme en augmentant démesurément ses coûts de fonctionnement. C'est ce qui explique le besoin des capitalistes, non d'éradiquer la corruption, mais au moins de la limiter.

(5) Selon la Banque Mondiale, les pensions représenteraient presque un tiers des dépenses publiques du Brésil. Pour un capitalisme en difficulté, tailler dans ces dépenses est donc, selon les mots de la Banque Mondiale: «nécessaire et urgent». Cf. World Bank Staff Note, 13/4/2017.

(6) Les médias du groupe Globo (le principal groupe de média brésilien) ont révélé au mois de mai que l'enquête sur des faits de corruption touchant la société JBS (géant de l'agroalimentaire, la plus grande entreprise mondiale de transformation de la viande), mettait en cause Temer. La société achetait des fonctionnaires pour faciliter la production de viande avariée; son patron a reconnu avoir payé près de 2000 politiciens.

(7) Selon les sondages, Temer ne recueille que 5% d'opinions favorables, alors que plus de 80% de sondés sont favorables à sa mise en jugement.

(8) Editorial de *Opinião Socialista* n° 542 (6/9/17).

(9) Début août le parlement a rejeté la destitution de Temer; en juin son gouvernement avait décidé la suppression du groupe de juges anti-corruption dit «Lava Jato». Ce répit gagné par Temer devrait lui permettre de se consacrer au passage de ses réformes.

Venezuela

L'Assemblée Constituante est de la poudre aux yeux des prolétaires

Au milieu des affrontements qui semblent augmenter continuellement et qui durent depuis plus de 120 jours, est apparue la formule d'une Constituante qui donnerait un pouvoir «plénipotentiaire» au peuple. Cette proposition lancée par le gouvernement chaviste n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle est née des problèmes économiques qui inévitablement se sont portés sur le terrain politique. Grâce au vote démocratique, le peuple, exprimant sa volonté souveraine, pourrait ainsi modifier la constitution actuelle. Mais est-ce que c'est vraiment cette constitution (qui est aussi chaviste!) qui est la cause des difficultés socio-économiques du pays et des difficultés croissantes du prolétariat et des masses? Est-ce que par hasard c'est cette constitution qui empêcherait d'apporter des solutions à ces problèmes? Tout le monde voit bien que non!

Ces problèmes sont causés par le capitalisme et ils ne peuvent être résolus par une réforme de l'Etat bourgeois qui deviendrait un «Etat populaire» à travers l'action parlementaire de l'Assemblée Nationale Constituante, où les besoins vitaux du prolétariat seront mêlés aux nombreux «besoins» du nouveau patronat vénézuélien dans une fausse unité «populaire» et «nationale»; ces problèmes ne pourront être affrontés et résolus que par la lutte ouverte et indépendante des exploités contre les exploités, classe contre classe!

LA CONSTITUANTE EST DONC UNE NOUVELLE BULLE D'ILLUSIONS...

La Constituante convoquée par les dirigeants chavistes est une Constituante «rouge dehors, blanche dedans» comme les ouvriers, les marins et les soldats russes appelaient celle de Kerensky en 1917. En Russie la Constituante promise depuis mars par son gouvernement s'ouvrit finalement après la victoire de l'insurrection d'Octobre. Réflétant l'état d'esprit des masses paysannes à peine touchées par l'incendie révolutionnaire, elle avait donné la majorité au Parti Socialiste Révolutionnaire (les fameux «SR») et au parti social-démocrate menchevik, hostiles à Octobre, c'est-à-dire à Lénine et aux bolcheviks. Avant l'ouverture de la Constituante, le pouvoir révolutionnaire s'était déjà affirmé avec les Soviétiques d'ouvriers et de soldats gagnés à la révolution. Comme elle repoussait la victoire de la révolution, la révolution la balaya: dans les périodes révolutionnaires l'affrontement social devient si aigu que la société se polarise autour des deux classes fondamentales, faisant sauter en l'air les cadres formels de la démocratie qui prétend concilier les intérêts des divers groupes sociaux. Croire que la lutte entre les classes dépend du mécanisme et du système démocratique et constitutionnel c'est tomber dans le «crétinisme parlementaire» dénoncé par Marx, à une époque où, pourtant, les communistes pouvaient encore participer aux élections et aux parlements bourgeois!

Contre toutes les tentatives de réparer

ou de réformer l'Etat existant, les bolcheviks avaient lancé le mot d'ordre «tout le pouvoir aux Soviets». Les Soviets étaient la forme d'organisation politique que les prolétaires s'étaient spontanément donnés déjà dans la révolution de 1905 et qui étaient réapparus en 1917. En dehors des structures étatiques ils tendaient à organiser la vie et la lutte des prolétaires et des masses pauvres contre les patrons, les propriétaires terriens, la hiérarchie militaire, etc., et ils devaient former la base de la dictature du prolétariat après la destruction de l'Etat tsariste. Les «écologistes» bolcheviks devaient arracher les mauvaises herbes pour que puisse croître et arriver à maturité la moisson révolutionnaire!

Rien à voir avec la Constituante actuelle que l'on veut établir au Venezuela. Dans l'Allemagne de 1850 ou dans la Russie tsariste, c'est-à-dire dans des pays où la révolution bourgeoise n'avait pas encore eu lieu, les revendications et les principes démocratiques – dont la Constituante – pouvaient en théorie présenter un caractère révolutionnaire ou «progressiste». Dans le cas du Venezuela pays bourgeois qui a conquis son indépendance nationale depuis longtemps, la Constituante ne peut plus avoir aucun caractère révolutionnaire; mais elle ne peut non plus modifier la situation économique récessive et gangrenée actuelle. Avec son processus électoral express, il s'agit d'une pure manœuvre qui exprime d'abord l'impasse où se trouve le gouvernement chaviste face aux problèmes rencontrés par les prolétaires et les masses exploitées et y compris les petits bourgeois; elle

démontre aussi le fait notoire que les deux factions politiques, de droite et de gauche, sont d'accord pour défendre le capitalisme. Et la politique suivie par les chavistes est actuellement la plus adéquate pour cela! En effet proposer aux prolétaires et aux masses une alternative parlementaire, tout en dénonçant de supposées menaces contre la souveraineté nationale, ce n'est rien d'autre que renforcer les illusions électorales et l'intoxication nationaliste dans le but d'empêcher une réaction des prolétaires sur le terrain de classe, le seul efficace.

... ET SON VÉRITABLE OBJECTIF EST D'OCCULTER L'ANTAGONISME PROLÉTARIEN CROISSANT AU VENEZUELA

Les forces prolétariennes d'avant-garde qui existent à l'heure actuelle au Venezuela même si elles sont peu nombreuses, ne doivent pas se laisser prendre à la fausse alternative chavisme-antichavisme, parce que cette dernière a précisément comme objectif de détourner de l'antagonisme véritable: bourgeoisie contre prolétariat.

Pour les communistes révolutionnaires, résister à contre-courant en défendant contre vents et marées les véritables positions marxistes est important et nécessaire, d'autant plus que le plan sur lequel se meuvent les alternatives politiques actuelles va tendre à s'écrouler à mesure que va s'aiguïser la crise économique et que les législations sociales que promet la Constituante chaviste vont démontrer leur inefficacité face à la réalité capitaliste.

CONTRE LA CONSTITUANTE ACTUELLE, DÉFENDRE LA CONSTITUTION DE 1999 ?

Certains opposants de gauche au chavisme du président Maduro ou crypto-chavistes, le sont au nom de la défense de la constituante existant jusqu'à aujourd'hui. C'est le cas de «Marea Socialista» (1). Elle dénonce justement le caractère de manœuvre politique de la nouvelle Assemblée Nationale Constituante, qui ne répond en rien aux nécessités élémentaires des masses. Mais Marea Socialista critique Maduro et ses partisans d'un point de vue démocratique, c'est-à-dire interclassiste, et non d'un point de vue de classe. MS défend la pleine mise en vigueur de la Constitution actuelle comme étant la seule façon de «défendre la démocratie qui agonise» (2) et elle propose l'organisation de référendums consultatifs: exactement ce qu'a fait l'opposition bourgeoise de la MUD qui a organisé sa propre consultation! MS pro-

pose aux déçus du chavisme de «reconstruire un projet national», «un mouvement de gauche démocratique, pluraliste», etc. En un mot: un nouveau mouvement réformiste et interclassiste, par conséquent anti-prolétarien.

NON ! LES PROLÉTAIRES N'ONT PAS BESOIN DE CELA !

Ce dont les prolétaires et les masses exploitées ont besoin, ce n'est pas de «construire un «projet national», nouveau ou vieux, mais de reconstruire leurs organisations de classe pour se défendre d'abord contre le capitalisme national; non pas de défendre la «démocratie qui agonise», mais de défendre leur indépendance de classe en rompant avec le réformisme et la collaboration démocratique entre les classes; de donner vie à la lutte prolétarienne contre la bourgeoisie nationale et internationale; de travailler à la constitution du parti de classe internationaliste et international pour qu'il dirige cette lutte jusqu'à la prise révolutionnaire du pouvoir dans tous les pays.

Une telle perspective ne peut être immédiate, mais c'est la seule vraiment réaliste. Contre les propagandes démagogiques de tout bord, tout pas qui se fera dans cette direction ouvrira réellement la voie de la révolution future et de l'émancipation prolétarienne.

Revenir sur le terrain de la lutte de classe, de la véritable lutte anti-impérialiste prolétarienne et communiste, à partir des luttes de défense immédiates!

Au lieu des appels à la solidarité des «peuples» du monde au «peuple» vénézuélien, appeler à la lutte prolétarienne générale dans tous les pays contre le capitalisme, ce qui constitue la véritable solidarité anti-impérialiste envers les autres prolétaires de toutes races et religions contre l'ennemi qu'ils ont face à eux: la bourgeoisie!

A bas l'Etat bourgeois et toutes ses Constitutions!

15/8/2017

(1) Un autre groupe issu de Marea Socialista-Aporrea avec pratiquement les mêmes positions est celui dirigé par le politologue Niemer Evans et la procureure générale Ortega Diaz et revendiquant la défense de la constitution de 1999... Mais la procureure générale de la République est le bras exécutif de la justice bourgeoise et aujourd'hui elle se retrouve au centre de la situation politique. Maintenant qu'a éclaté la confrontation entre la procureure géné-

Attentats à Barcelone

Terrorisme djihadiste et démocratie, deux drapeaux de la bourgeoisie

Le lundi 17 août une camionnette s'engageait dans les *Ramblas*, le quartier historique de Barcelone et écrasait tous les piétons qu'elle rencontrait sur son chemin. Le bilan est aujourd'hui de 13 morts et plus de 80 blessés (1). Peu de temps après l'Etat Islamique (Daech) revendiquait par ses moyens de communication sur internet la responsabilité de l'attentat.

Quelques heures plus tard à Cambrils, une station balnéaire de la province de Tarragone très fréquentée en été par les touristes, une voiture de sport après avoir renversé plusieurs piétons percutait une voiture de police en tentant d'accéder à la promenade maritime. Selon les sources policières il s'agissait d'une tentative d'attentat semblable à celle de Barcelone.

Barcelone et Cambrils s'ajoutent à la longue liste des villes où le terrorisme de matrice djihadiste a frappé au cours des derniers mois : Nice, Londres, Paris, Bruxelles... et à la série d'entre elles où il a agi avec des moyens extrêmement rudimentaires par rapport à ceux qui il y a quelques années étaient la marque de ce type de terrorisme comme à New York en 2001 ou à Madrid en 2004. Les médias ont révélé que les responsables des derniers attentats ont été eux-mêmes victi-

mes d'une explosion qui a détruit l'immeuble où ils se trouvaient, en manipulant des bonbonnes de butane qui auraient dû être utilisés dans la camionnette de l'attentat.

Dès les premières minutes de l'attentat absolument tous les moyens de communication, tous les représentants politiques, tous les membres du «monde de la culture» ou du sport, etc., se sont mis à proclamer aux quatre vents que la réponse de la population devait être «la fermeté et la résistance face à la terreur», le «soutien aux forces de sécurité» et la «défense de la démocratie et de la liberté» de l'Occident que la «barbarie terroriste» voudrait détruire. Comme à Londres, Paris, Manchester, etc., la réponse qui est immédiatement demandée à la population est l'**union nationale** derrière les drapeaux de la loi et de la démocratie, la défense donc de la patrie, de ses institutions, de ses organes de répression, de ses intérêts politiques et économiques à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, de son armée envoyée en Afghanistan, en Irak au Liban ou en Ethiopie défendre les intérêts commerciaux de la bourgeoisie espagnole. L'exigence qui est lancée c'est donc la collaboration de classe, la solidarité entre prolétaires et bourgeois pour défendre les intérêts de ces derniers identifiés sans hésitation à ceux de **toute** la nation qui vient d'être attaquée par le terrorisme.

Qu'est-ce que les prolétaires doivent retirer de ces événements? D'un côté les attentats de Daech ou d'autres organisations d'origine ou d'orientation petites bourgeoises frappent de façon indiscriminée la dite «population occidentale» semant l'angoisse et la désorientation devant la supposée irrationalité de ces actes. D'un autre côté la propagande que lance après chaque attentat l'Etat bourgeois avec tous ses moyens contribue à exaspérer ce sentiment de terreur et de désarroi pour imposer plus facilement l'abandon de toute perspective qui ne soit pas la soumission absolue la «lutte contre le terrorisme» – euphémisme derrière lequel se cache l'élargissement des moyens policiers contre la population civile, en particulier contre les immigrants africains, la restriction des libertés élémentaires, etc. Attentats et discours anti-terroriste apparaissent se compléter parfaitement: ils poussent le prolétariat, la classe sociale qui constitue la majorité de la population

des villes frappées par les attentats et qui en ressent directement les effets, dans une voie qui ne semble avoir qu'une perspective: soutenir leur Etat, les actions de représailles qu'il prévoit et plus généralement se ranger dans l'union nationale et la solidarité interclassiste en acceptant tout ce qui lui est demandé au nom de la démocratie et de la liberté.

Mais le terrorisme djihadiste n'est pas pour but d'attaquer la démocratie, de supprimer la liberté ou de détruire le «mode de vie occidental». Ce terrorisme, de nature indéniablement réactionnaire, n'a pas pour origine la haine des sociétés démocratiques et constitutionnelles d'Europe ou d'Amérique, ou une colère aveugle contre tout ce qui est «occidental». En premier lieu parce qu'il apparaît dans un contexte d'affrontements inter-bourgeois dans tout le Proche et Moyen-Orient où les groupes armés qui revendiquent des actions en Europe jouent un rôle comme instrument des grandes puissances (USA, Russie, Europe et aussi Etats régionaux qui ont un rôle grandissant dans l'ordre impérialiste de la zone) qui les utilisent ou les attaquent en fonction des modifications de leurs orientations tactiques. Pour comprendre cette fonction tactique dans le contexte d'un affrontement plus général, il suffit de constater que les attaques de divers types de Daech ont redoublé en même temps qu'il perdait une bonne partie du territoire qu'il occupait en Syrie et en Irak. A mesure que l'alliance des forces syriennes, russes et iraniennes ont avancé dans le sud de la Syrie, et que la coalition internationale (Etats-Unis, France, le protectorat irakien, etc.) ont reconquis le terrain perdu en Irak, les attentats dans les métropoles européennes ont augmenté. Les attentats ont donc une fonction militaire, même si leur objectif va au-delà de la simple destruction de l'ennemi et qu'ils veulent jouer un rôle de déstabilisation des fragiles alliances internationales nées sur le terrain de la guerre au Moyen Orient.

Mais dire que le terrorisme djihadiste est un acte de guerre dans un conflit plus ample ne suffit pas. Il faut affirmer la nature impérialiste de ce conflit, la réalité d'une série de guerres de rapines menées par les principales puissances capitalistes pour montrer que les mots d'ordre de la défense de la démocratie de la paix et de la liberté ne

sont que des arguments cyniquement utilisés pour justifier les sacrifices qui sont et seront demandés aux prolétaires.

Les membres de Daech qui attaquent la population civile en Europe n'ont pas dans leur ADN la «haine fanatique» de l'Occident; ce ne sont pas leurs idéologies ou leurs croyances religieuses qui les poussent à commettre les attentats: ces idéologies ou la foi en l'Islam ne sont rien d'autre que la couverture idéologique qui sert à justifier les différents intérêts économiques et politiques réels qui sont à l'œuvre et aux quels servent les attentats. De la même manière que les soldats américains et européens en Syrie, Irak ou Afghanistan vont combattre au nom d'une idéologie pseudo-humanitaire, pacifiste et démocratique; de la même façon que les actions militaires des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne ou de l'Espagne sont menées sous le drapeau de la «lutte pour la liberté», les membres de Daech recrutés à Bagdad, à Ceuta ou dans les métropoles européennes justifient leurs actions armées sur «le territoire des Infidèles» au nom d'une doctrine religieuse qui offre les mêmes illusions de paix, de liberté et de fraternité. A cela s'ajoute le fait que ces jeunes membres des diverses organisations armées de type islamiste voient quotidiennement leurs compatriotes, leurs familles, leurs amis tomber victimes des bombes ou de la misère dont sont responsables les puissances capitalistes qui se disputent leurs territoires; c'est là un encouragement décisif à s'enrôler dans les rangs d'armées locales qui leur promettent de renverser la situation et d'apporter la victoire.

De leur côté les prolétaires européens constatent que les villes où ils habitent font partie des objectifs des attaques terroristes, situation que les prolétaires de Bagdad, Damas ou Kaboul ont connu et connaissent encore. Et, immédiatement après, ils voient leur tomber dessus un déluge de propagande patriotique et belliqueuse pour justifier les efforts que leur demanderont leurs bourgeoisies respectives, évidemment au nom de la «démocratie». Sans doute cette propagande n'a pas aujourd'hui la couleur ouvertement militariste d'autrefois; elle est pleine de formules sur la tolérance, l'in-

(Suite en page 6)

rale et le gouvernement Maduro, ses entrailles se révèlent dans toute leur splendeur; on découvre ce que l'on a toujours supposé et qui aurait dû rester caché, l'existence d'une véritable boîte de Pandore du crime et de l'impunité.

La justice bourgeoise au Venezuela comme dans beaucoup d'autres pays, est le cœur de diverses industries qui engrangent des profits considérables et d'énormes gains, en plus de leur influence politique; trafics de drogue, enlèvements, fabrication ou disparition de preuves, attribution de places juteuses comme directeur de prison; étant donné l'impunité qu'elle a engendrée elle porte la responsabilité directe des nombreuses victimes de la violence sociale dans les rues, des milliers de cas jamais résolus de corruption, fraude, détournement de fonds, etc., de crimes restés impunis comme celui du procureur Anderson, etc. Les dirigeants chavistes dénoncent avec raison la procureure générale, mais ils semblent avoir «oublié» que pendant très longtemps ils ont été avec elle – donc complices de ce qui se passait à la procurature!

(2) *Aporrea*, 2/8/2017

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 14

Junio-Julio-Agosto de 2017

- El populismo, ideología pequeño burguesa y reaccionaria, es tan antiproletaria como es la democracia burguesa
- ¿Paz en Euskadi?
- La Corriente Revolucionaria de los Trabajadores: un aporte a la confusión entre la clase proletaria
- Naturaleza y objetivos de la revolución cubana
- ¡En Portugal, los muertos y heridos por los gigantescos incendios en los bosques son debidos al *negocio del fuego!* Como siempre, los negocios, los beneficios capitalistas son la causa de todos los dramas!
- Manchester Arena: una masacre usada cínicamente para remachar la «unión sagrada» entre proletariado y burguesía
- Huelga general en el Rif: El proletariado y las masas súper explotadas rifeñas dan una lección que debe superar todas las fronteras
- ¡Para que renazca la lucha de clase del proletariado! ¡Contra toda desviación de los intereses de clase proletarios, contra toda política interclassista y cualquier salida chovinista, racista, oportunista entre los explotados de cualquier edad, género, raza, nacionalidad y país!

Precio del ejemplar: Europa : 1,5 €, 3 FS; América latina: US \$ 1,5; USA y Cdn: US \$ 2.

Quand le CCI «polémique», c'est pour noyer le poisson!

Sur son journal *Révolution Internationale* n°464 (mai-juin 2017), le CCI a publié un article intitulé: «Polémique avec le PCI. Daech, un avatar décomposé de la lutte de libération nationale!». C'est une réaction à un article sur l'attitude de ce groupe par rapport aux attentats de Paris, paru un an auparavant sur les colonnes du *Proletaire* n°519: «Le CCI et les attentats. Stupeur et tremblements». Dans notre article, nous écrivions que «l'impressionnisme et la superficialité de l'analyse» du CCI à ce sujet (analyse qui n'était pas autre chose qu'un décalque de la propagande bourgeoise la plus éculée) faisait la démonstration de sa «déviation par rapport au marxisme»; cette fatale déviation l'amenait à chercher une explication dans le domaine fumeux de l'idéologie, l'empêchant de comprendre ce qui se passait et le condamnant à se borner à émettre des gémissements impuissants.

Le CCI a jugé nécessaire de répliquer à notre article par une «polémique»; mais ce qui saute aux yeux à la lecture de celle-ci, c'est qu'elle ne répond à **aucun** de nos arguments! On y trouve juste une petite note indiquant que, dans le cadre de son article, il ne peut traiter «d'autres questions importantes», comme les accusations de pacifisme que nous portons contre lui, le rapport de forces entre les classes (en fait: son invraisemblable conception selon laquelle le prolétariat et la bourgeoisie auraient une

force équivalente, ce qui entraînerait, depuis des décennies, un «blocage» de la société), etc., et sa théorie de la «décomposition», utilisée pour «expliquer» tout et n'importe quoi, depuis les scores électoraux de Marine Le Pen jusqu'aux attentats djihadistes...

Comme il ne veut pas ou ne peut pas répondre sur les «questions importantes» où nous l'avons attaqué, il ne reste plus au CCI qu'à noyer le poisson. Il consacre donc son long article à parler d'**autre chose**: notamment la question des luttes nationales et anticoloniales, où il pense nous trouver en défaut.

Suivons-le donc sur ce terrain. Le CCI cite des extraits d'articles du *Proletaire* datant de plus de trente et quarante ans (1) pour affirmer que nous conservons «certaines confusions qui [nous ont] conduit par le passé à abandonner ponctuellement la position de l'internationalisme prolétarien en soutenant, même si ce fut de manière critique, les forces capitalistes de l'Organisation de Libération de la Palestine».

Ces extraits ne disent rien de tel et le parti n'a jamais soutenu l'OLP ni abandonné l'internationalisme prolétarien; mais il est vrai qu'au début des années 80 des positions erronées sont apparues dans la presse du parti qui ont contribué à la crise de notre organisation internationale en 1982-83. Une vision trop optimiste de la situation

générale et des attentes démesurées sur ce que cette situation pouvait donner, alimentaient un affaiblissement théorico-politique du parti dont, dialectiquement, elles étaient aussi la conséquence. Considérant que le parti restait irrémédiablement accroché à des orientations politiques et tactiques trop rigides qui faisaient obstacle à des succès rapides qu'ils croyaient à la portée de la main, certains éléments ne virent de solution que dans la rupture avec notre organisation, voire avec le courant de la Gauche communiste dite «italienne».

Ce fut le cas, entre autres, des militants algériens d'«El Oumami» qui accusèrent le parti d'«indifférentisme» parce que nous avions écrit par exemple qu'il ne s'agissait pas «pour les communistes révolutionnaires de refaire la carte capitaliste du Moyen Orient en devenant les «héritiers conséquents» de la vague nationale-bourgeoise arabe» (2); l'objectif des communistes est la révolution prolétarienne, la révolution socialiste internationale et non une révolution bourgeoise nationale. Les communistes ne se détournent pas des révolutions bourgeoises; au contraire ils appellent les prolétaires à y participer et à la pousser à fond, non pas comme une fin en soi, mais dans le but de débayer la voie pour le passage ultérieur à leur propre révolution internationale, selon

(Suite en page 6)

Barcelone ...

(Suite de la page 5)

tégration, la solidarité... Mais en définitive elle arrive au même point. La population de Barcelone ou celle de Manchester est mise irrémédiablement en demeure de «choisir» entre la camionnette des Ramblas ou les bombes dans un concert, et le soutien à toutes les mesures que prendront les bourgeoisies et leur Etat.

Le résultat est le même partout dans le monde. Derrière le drapeau de l'Islam et la Justice pour ses peuples ou derrière le drapeau de la démocratie et de la liberté, d'une façon brutale d'un côté et beaucoup plus lentement de l'autre, les prolétaires viennent conditionnés à assumer définitivement la défense de la nation, des intérêts de la bourgeoisie présentés comme étant ceux de toute la population. Et tout le monde, depuis le gouvernement jusqu'à l'opposition de gauche en passant par la monarchie, contribue à cet encadrement. Parce que dans la mesure où les contrastes inter-impérialistes s'approfondissent, dans la mesure où le Moyen Orient est toujours plus une zone d'affrontement ouvert entre les grandes puissances, dans la mesure où le reste du monde se voit entraîné dans la ligne de mire de telle ou telle puissance, le contrôle sur le prolétariat de chaque pays deviendra de plus en plus indispensable. L'idéologie nationale, la défense du pays, de l'économie nationale, de la «liberté» ou des valeurs de justice sociale de l'Islam seront adoptés comme prétexte nécessaire pour mobiliser les masses prolétariennes pour la guerre. Une fois de plus on exigera du prolétariat qu'il devienne de la chair à canon. Comme cela est déjà arrivé dans les deux guerres mondiales pour les prolétaires d'Europe et d'Amérique du Nord et, pour les prolétaires du reste du monde, dans la série des guerres locales qui ont eu lieu depuis, ce seront les travailleurs de tous les pays qui devront verser leur sang pour que «leur» bourgeoisie atteigne ses objectifs politiques, économiques et militaires.

Les attentats de Barcelone, de Bruxelles, Londres, Manchester et ailleurs enseignent aux prolétaires l'horreur et la barbarie connue quotidiennement dans les rues de pays du Moyen-Orient où, aux exactions de groupes comme Daech ou Al Quaida s'ajoutent à celles des gouvernements locaux et des puissances impérialistes. Mais ils enseignent aussi la très forte pression qui s'exerce sur eux pour qu'ils dirigent la haine et la colère provoquées par ces attentats vers des objectifs liés à la guerre entre les différentes bourgeoisies.

Pour en finir avec cette situation le prolétariat ne peut rien espérer de la collaboration de classe avec la bourgeoisie, il ne peut accepter de mener avec elle une guerre au nom de la «démocratie» et de la «liberté». Pour éliminer l'horreur et la barbarie qui se rapprochent toujours plus des villes européennes, le prolétariat doit rompre l'union nationale, repousser la politique de collaboration entre les classes à laquelle il est soumis depuis des décennies.

Seule la lutte de classe, menée avant tout contre sa propre bourgeoisie, peut rompre le cercle infernal dans laquelle sont contraints de vivre tous les prolétaires du monde, seule la lutte de classe peut en finir avec la logique de l'affrontement entre nations, races et religions. Seule la lutte dirigée résolument vers la destruction de la société capitaliste peut faire disparaître toute exploitation ethnique ou religieuse de la misère du prolétariat et des masses opprimées du monde.

Tant que la classe prolétarienne ne retrouvera pas la force de redevenir acteur de son propre futur, la société bourgeoise ne cessera pas de produire misère et barbarie.

18/8/2017

(1) Fin août le chiffre des victimes était de 16 morts et d'une centaine de blessés (NdIR).

Quand le CCI «polémique», c'est pour noyer le poisson!

(Suite de la page 5)

le schéma tracé par Marx et Lénine.

Mais en réalité la divergence avec les militants d'El Oumami ne portait pas fondamentalement sur cette question, mais sur leur **activisme** – cette maladie récurrente des mouvements révolutionnaires qui pousse à la recherche de succès immédiats au détriment de la fidélité aux principes politiques et programmatiques.

En mettant, momentanément jurent-ils, de côté ces derniers, les activistes croient faire une habile manœuvre, alors qu'en réalité ils cèdent à la pression des courants dominants; et les succès espérés n'étant évidemment pas au rendez-vous, ils accentuent encore l'abandon de leurs positions politico-programmatiques initiales, jusqu'à disparaître dans le meilleur des cas, où à se transformer, dans le pire, en simple appendice des partis réformistes contre-révolutionnaires. Après avoir rompu avec le parti tout en jurant rester fidèle à son programme, El Oumami se mit à courir après les nationalistes bourgeois palestiniens, puis après les démocrates bourgeois, les ben bellistes, etc. jusqu'à finir par flirter avec les Islamistes. Entre-temps, il avait découvert que le programme du parti ne valait rien, puis au fond que c'était la perspective révolutionnaire qu'il fallait abandonner: la seule chose restant à faire étant le ralliement individuel à l'ordre établi...

* * *

Revenons au CCI. Nous avons signalé avoir eu à défendre dans une réunion les positions marxistes face à un intervenant qui évoquait un éventuel soutien à Daech, tout en se réclamant de la gauche communiste italienne. Aussi minoritaire et paradoxale soit-elle, c'est une position qu'on retrouve chez les trotskystes de la LTF et chez d'autres groupes marginaux, c'est pourquoi nous l'avons évoquée, un peu comme un exemple de la confusion régnante. Le CCI fait grand cas de cette histoire, écrivant qu'elle provoque effectivement chez lui «stupeur et tremblements»! Comme il est assez clair que son indignation à ce sujet relève du rideau de fumée et après avoir rappelé que nous ne sommes pas responsables des positions que nous combattons, nous ne nous y attarderons pas davantage.

Le CCI nous reproche aussi de parler dans un autre article de pays impérialistes et d'autres qui ne le sont pas, et des tâches particulières des prolétaires des pays impérialistes pour rendre possible l'unité avec les prolétaires des pays dominés.

Mais cette situation, est-ce que c'est nous qui l'avons inventée? Les villes françaises seraient-elles par hasard bombardées par l'aviation syrienne, tandis qu'au sol des troupes mercenaires payées, disons par la Libye, le Mali et la Centrafrique s'empare-

raient de portions du territoire, tandis que de grandes entreprises tchadiennes ou afghanes mettraient en coupe réglée ce qui reste de l'économie du pays et que des centaines et des centaines de milliers de prolétaires français seraient prêts à risquer leur vie pour essayer d'émigrer en Afrique ou au Moyen Orient?

Le CCI reconnaît d'ailleurs que notre position était celle de Lénine et «*du mouvement ouvrier du passé*»; mais selon lui les conditions historiques auraient changé radicalement depuis un siècle, et il produit contre la reconnaissance du droit à l'indépendance nationale de pays colonisés une citation plutôt malencontreuse de Rosa Luxemburg: elle écrit que cette reconnaissance par les bolcheviks va amener «*la ruine de la Russie en tant qu'Etat*» (3)... C'était bien le dernier souci des bolcheviks qui avaient le regard fixé sur la révolution mondiale!

Les conditions historiques ont en effet changé. Le cycle des luttes et des révolutions anticoloniales est terminé; il est terminé, non pas depuis un siècle comme le croyait Rosa Luxemburg et comme le croit encore le CCI, mais depuis quelques décennies à peine. Au cours de cette vague gigantesque qui a touché, après la deuxième guerre mondiale, des centaines de millions de personnes, les masses opprimées et colonisées ont dû combattre seules les puissances coloniales et impérialistes, sans trouver aucune aide auprès des prolétaires de ces pays, paralysés par la domination du réformisme collaborationniste, cet agent de la corruption démocratique.

Cette absence de soutien du prolétariat à ces luttes hier, comme l'absence aujourd'hui de soutien aux masses de réfugiés et migrants, est un fait historique de grande portée qui pèsera négativement demain sur les efforts d'unification prolétarienne. Dès aujourd'hui il rend difficile la compréhension que les sociétés des opulentes métropoles impérialistes sont divisées en classes antagonistes aux intérêts opposés, ce qui donne quelque crédibilité aux discours, religieux ou non, qui n'y voient qu'une masse indifférenciée de personnes solidaires des agissements de leur Etat, donc, même quand ce sont des civils, responsables et coupables de ses crimes.

Car si le cycle révolutionnaire bourgeois s'est achevé avec l'apparition de dizaines de nouveaux Etats bourgeois indépendants, les oppressions nationales et les exactions et les pillages impérialistes n'ont pas disparu pour autant. Cela oblige et obligera le prolétariat à reprendre à son compte la lutte contre ces injustices et ces oppressions (et d'autres, non réductibles au simple antagonisme prolétariat-bourgeoisie) qui ne pourront plus être résolues, en règle générale, que par la révolution prolétarienne. Reprendre à son compte ne signifie pas reprendre

les orientations démocratiques ou nationalistes habituelles sur ce terrain, mais au contraire intégrer la lutte contre ces oppressions dans la lutte de classe anti-bourgeoise. Le combat des prolétaires des grands Etats capitalistes contre les interventions impérialistes, armées ou non, contre tous les méfaits de leur Etat vis-à-vis des populations qui en souffrent, est une nécessité pour que puisse se concrétiser demain l'union internationale des prolétaires.

Mais le CCI ne soupçonne rien de tout cela; et ses appels à la «solidarité» entre prolétaires ne peuvent que sonner creux aux oreilles des victimes de l'impérialisme à qui il explique doctement que celui-ci n'existe pas, comme aux victimes d'autres oppressions (sexuelles, raciales, etc.) dont il ne parle jamais.

Contrairement à ce qu'insinue le CCI nous ne préconisons pas à la classe ouvrière de se défendre exclusivement dans un cadre national; il est cependant inévitable ainsi que l'écrivait le **Manifeste** qu'elle doive d'abord lutter contre sa propre bourgeoisie, dans le cadre national donc (4).

Mais elle ne peut s'en tenir là; la classe ouvrière doit comme le disait l'**Adresse** de 1850 rendre la révolution permanente jusqu'à ce qu'elle ait conquis le pouvoir au moins dans les principaux pays du monde. Mais pour cela il lui faudra reconstituer son parti, retrouver son programme.

Nous ne savons pas pourquoi le CCI a jugé nécessaire d'écrire un article pour ne pas nous répondre – et à vrai dire cela nous préoccupe fort peu; mais ce qui est sûr c'est qu'il ne pourra apporter aucune contribution utile à l'exaltant mais difficile chemin de la réorganisation classiste et révolutionnaire du prolétariat.

(1) Il s'agit d'un article du *Prolétaire* n°164 (janvier 1974) présentant l'exposé de Bordiga sur «Les révolutions multiples» (Gênes, 1953) et d'un autre du n°370 (mars 1983) polémique avec El Oumami.

(2) cf *Le Prolétaire* n°365, texte défendu dans l'article du n°370

(3) Rosa Luxemburg, «La révolution russe».

(4) «*Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétaire doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, il est encore par-là national, quoique nullement au sens où l'entend la bourgeoisie*», Le «Manifeste du Parti Communiste», chapitre II. Etre internationaliste ne signifie pas refuser de voir que la lutte ouvrière ne peut pas ne pas se mener d'abord dans un cadre «national»: c'est un état de fait qui ne peut être dépassé que lorsque la lutte a atteint un certain niveau.

«L'Initiative Communiste Ouvrière», ou les derniers Mohicans de l'Union de la Gauche

Les élections présidentielles ont signé le naufrage de la vieille formule, bien défraîchie il est vrai, de l'«union de la gauche». Au cours des années qui suivirent la grève générale de mai-juin 1968, les grandes organisations contre-révolutionnaires, dites «de gauche», qui contrôlaient la classe ouvrière, lui firent voir le jour pour détourner les prolétaires de toute tentation révolutionnaire: pourquoi risquer une aventure hasardeuse et périlleuse, s'il suffit de glisser dans l'urne un bout de papier pour espérer «changer la vie» ou au moins faire reculer l'oppression et l'exploitation? La force du réformisme tient à sa capacité de défendre l'ordre établi bourgeois non par la force (ce n'est pas son rôle, mais s'il le faut il n'hésite pas à y recourir), mais en canalisant le mécontentement des prolétaires vers des alternatives censées satisfaire leurs aspirations sans entrer en lutte contre le capitalisme.

Les 35 ans qui se sont écoulés depuis la victoire électorale de la gauche en 1981

ont cependant grandement émaillé la crédibilité de l'union de la gauche, chacun ayant pu constater qu'elle menait une politique fondamentalement bourgeoise. Mais du moins cette politique était «moins pire» que celle de la droite et il était possible d'attendre quelques menues réformes sociales – concessions accordées pour maintenir ou rétablir la paix sociale. Mais le quinquennat de Hollande s'est au contraire achevé sur une série d'attaques anti-ouvrières et de répression; il ne faut pas chercher ailleurs l'impopularité qui l'a frappé et le discrédit du PS auprès de larges couches de travailleurs, discrédit qui s'est manifesté avec éclat par la déroute électorale de son candidat, Benoît Hamon.

Sans se faire aucune illusion sur la profondeur ni la durée du discrédit de ce parti, sans s'imaginer que ce discrédit s'étend aux autres forces qui composent la «gauche» réformiste (c'est-à-dire anti-prolétarienne et pro-capitaliste), les communistes le saluent comme un pas dans la voie de la reprise de

la lutte de classe prolétarienne; en effet tant que le «réformisme», dont la puissance repose en dernière analyse sur la base matérielle des amortisseurs sociaux institués par la bourgeoisie, jouit d'une influence incontestée sur la classe ouvrière, cela signifie que celle-ci reste prisonnière des liens interclassistes qui la paralysent. Tout affaiblissement de cette influence est donc positif, même si le chemin est encore long pour qu'il débouche sur la reconquête de l'indépendance de classe du prolétariat.

Après sa victoire à la primaire du PS, Hamon avait appelé à une sorte de réédition de l'union de la gauche sous la forme d'une entente électorale avec Mélenchon et les écologistes; et bien que son caractère de manœuvre politique était évident, cet appel a trouvé un certain écho parmi les plus indéfectibles partisans des partis de gauche.

Mais il s'est trouvé aussi un groupe se proclamant révolutionnaire et communiste pour mordre à l'hameçon: il s'agit de «L'Ini-

Les derniers Mohicans ...

tative Communiste-Ouvrière» (ICO) groupe représentant en France le courant «communiste-ouvrier» dit «Hekmatiste»; ce courant affirme défendre une conception authentiquement prolétarienne du communisme contre les déviations tant stalinien-nes que maoïstes ou trotskystes.

Début février, ICO lançait son propre appel intitulé: «une candidature unique de la gauche, la seule réponse possible dans la contexte actuel» (1). Cet appel affirmait que «la victoire de Benoît Hamon à la primaire du PS redistribue les cartes. (...) Le vote Hamon illustre, malgré tout, une volonté de tourner la page du quinquennat Hollande-Valls et un désir d'une alternative à gauche de la part des votant-e-s, et c'est comme ça qu'il faut le prendre». Mettant le peu d'enthousiasme de «La France Insoumise» pour une union de la gauche sur le compte d'un «combat d'egos», le texte saluait le PCF et les écologistes qui appelaient «à un dialogue constructif» montrant ainsi qu'ils avaient «compris dans une certaine mesure» qu'il fallait dépasser ce combat des egos.

On constate déjà que l'analyse de l'attitude des partis par les «communistes ouvriers» ne dépasse pas le niveau des discussions de comptoir où tout s'explique par la psychologie des dirigeants...

Comme nous l'avons déjà expliqué, la campagne électorale des divers partis de gauche n'avait pas pour objectif de remporter les élections, contrairement à ce que s'imaginent ICO; ils étaient candidats à l'organisation d'une force d'opposition crédible au futur gouvernement: la stabilité du système politique bourgeois exige l'existence d'une opposition suffisamment forte pour canaliser les réactions prolétariennes dans les impasses électorales et institutionnelles. Mélenchon l'a dit sans fard: «je ne veux pas affaiblir le PS, je veux le remplacer» et s'allier à Hamon aurait été s'allier à un «corbillard».

«Pour nous, aujourd'hui, se terminait l'appel, la seule position acceptable est celle qui est aussi la plus acceptable pour le monde du travail, pour les femmes, pour les salarié-e-s, pour les ami-e-s, camarades et collègues immigré-e-s avec ou sans papiers. C'est aussi celle qui devrait nous permettre à nous structurer et nous développer dans des meilleures conditions pour préparer les luttes et échéances à venir. (...) Une candidature unique est possible autour d'un programme resserré centré sur l'abrogation de la Loi Travail, l'égalité réelle femmes/hommes, sur l'urgence climatique et environnementale, sur les droits des réfugié-e-s et un tournant démocratique et social de l'Union Européenne. Sans illusions particulières sur ce que la gauche "classique" ferait au

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SUR LE SITE INTERNET DU PARTI (pcint.org)

Le visiteur peut trouver sur notre site, outre les publications actuelles du parti en français (*Le Prolétaire*, *Programme Communiste*), italien (*Il Comunista*, *Il Proletario*), espagnol (*El Proletario*, *El Programa Comunista*) et anglais (*Proletarian*) depuis les premiers n°, les pdf d'anciennes publications. Ce sont, en français: *Travail de Groupe*, bulletin qui a précédé la publication de *Programme Communiste*, (1956-1957), *El Oumami* (1978-1982); en italien: *Il Programma Comunista* (1952-1983), *Il Sindacato Rosso* (1968-1969), *Prometeo* (1946-1952); en espagnol: *El Comunista* (1974-1983), *El Proletario*, bulletin pour l'Amérique Latine (1978-1982); en anglais: *Communist Program* (1975-1981); en portugais: *Proletário*, bulletin pour le Brésil (1981-1982). Il y a également les pdf de quelques brochures en différentes langues (grec, portugais, russe, etc.).

Petit à petit nous compléterons la liste des publications mises à disposition des internautes.

pouvoir, c'est la raison pour laquelle, nous considérons qu'une candidature unique de la gauche, quel que soit le candidat, est notre espoir le moins brun dans les conditions actuelles»...

Pour ces gens, il n'y a donc pas d'espoir en dehors des élections, et la victoire électorale d'un candidat de la «gauche classique» (lire: pro-capitaliste) leur permettrait de se structurer et se développer pour préparer les luttes. Apparemment la notion de l'action et de l'organisation indépendantes de classe du prolétariat leur est totalement étrangère, ils ne voient pas d'autre solution que la politique du moindre mal (ou du moins brun) selon laquelle il faut soutenir le politicien ou le parti le moins pire dans les conditions du moment...

* * *

Ce soutien opportuniste de l'ICO aux partis de gauche ne tombe pas du ciel; son absence de principes programmatiques marxistes, son dilettantisme théorique le laissent désarmé face à la pression de la politique et de l'idéologie bourgeoises. La démonstration a été faite à l'occasion de son premier congrès, l'hiver dernier.

Le «noyau dur» du programme alors adopté, «c'est la démocratie dans l'entreprise et dans la société»; pas question de parler de destruction de l'Etat bourgeois, de suppression des rapports capitalistes de production et de disparition de la structure par entreprises de l'économie! ICO se définit maintenant par la devise suivante: «Le parti du monde du travail qui propose de démocratiser les entreprises en les confiant aux salarié-es plutôt qu'aux actionnaires». A côté de la «démocratisation des institutions», de l'Union Européenne, etc., sa proposition-choc, c'est l'élection des cadres par

les employés!

Ce programme parle de révolution, mais c'est pour dire que «toute conception militaire de la prise du pouvoir relève du romantisme»; reste donc «le scénario de prise de pouvoir par les voies démocratiques» et le recours aux élections. Même si elle «n'a jamais appelé à l'abstention» (horreur!), l'ICO, nous est-il dit, avait jusqu'ici «une conception anarchisante des élections», conception qu'il lui faut changer. L'organisation doit maintenant s'intéresser aux élections et même se muer en «parti électoral» (le projet était de présenter un candidat aux élections présidentielles). En effet Marx lui-même «considérerait que la classe ouvrière pouvait, dans les pays où existait le suffrage universel, s'emparer du pouvoir politique par ce moyen»; quant à l'extrême-gauche actuelle elle a le tort de participer aux élections tout en expliquant que ce n'est pas par les élections qu'on peut changer les choses: «Faire campagne en expliquant que cela ne sert à rien, comme continue de le faire Lutte ouvrière de nos jours, n'est pas de nature à rallier des voix!» (2). Bref, pour ICO, l'extrême gauche n'est pas assez électoraliste!

Rappelons quelques points élémentaires. Marx a effectivement envisagé la possibilité que les prolétaires arrivent pacifiquement au pouvoir en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, et cette opinion a été utilisée par tous les réformistes, notamment le social-démocrate Kautsky, pour combattre les positions anti-démocratiques des bolcheviks.

Dans «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», Lénine répliqua en expliquant que la remarque de Marx sur cette

éventualité se fondait sur le fait que n'existaient pas alors dans ces pays d'armée permanente ni d'une forte bureaucratie d'Etat. Engels lui-même avait déjà signalé que lorsqu'on évoquait cette hypothèse, Marx ajoutait toujours qu'il faudrait s'attendre dans ce cas à une «pro-slavery rebellion» (une révolte esclavagiste) de la part de la bourgeoisie (3).

Dans son ouvrage fondamental «L'Etat et la révolution», écrit pour réfuter les positions démocratiques et pacifistes, Lénine affirme de façon lapidaire: «La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée – et précisément celle-là – de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et d'Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres de cette propagande, de cette agitation. Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois». Ce qu'on peut dire en faveur de l'ICO, c'est qu'elle, elle n'a pas trahi sa doctrine, étant donné qu'elle n'a jamais trop insisté sur son marxisme...

Pour ce qui est des élections, les contorsions relevées par ICO dans l'attitude de l'«extrême gauche» à ce sujet, tiennent au fait qu'elle est encore plus ou moins obligée de faire semblant d'être fidèle aux enseignements du marxisme; mais ce qui la caractérise en pratique, c'est son opportunisme qui a fait d'elle depuis des décennies un petit acteur du théâtre politique bourgeois. Les Thèses sur le parlementarisme adoptées au IIe Congrès de l'Internationale Communiste

(Suite en page 8)

Une nouvelle brochure du parti: «Marxisme et classes moyennes»

Une nouvelle brochure est en préparation dans la série «Brochures Le Prolétaire». Voici son introduction:

Des places de Madrid aux rues de Caracas, de «Occupy Wall Street» à «Nuit debout», les agitations des classes moyennes et les mouvements organisés ou dirigés par des éléments de la petite bourgeoisie se manifestent d'un bout à l'autre de la planète depuis quelques années. Dans les médias l'attention se porte sur les problèmes, les difficultés et les réactions des classes moyennes; elles sont tantôt présentées comme le nouvel acteur menaçant de troubler l'ordre politique et social à la place du prolétariat, tantôt comme un précieux facteur de la stabilité de ce même ordre, et il conviendrait donc de les choyer et de les soutenir.

Un ténor de la droite, Laurent Waukiez, a ainsi publié il y a quelques années, lorsqu'il était ministre de Sarkozy, un ouvrage intitulé «La lutte des classes moyennes». Se posant en défenseur de ces dernières, qui selon lui représenteraient en France pas moins de 43 millions de personnes, soit 70% de la population (!), il écrivait qu'elles ont «des difficultés à boucler leur budget en fin de mois, elles ont le sentiment de vivre moins bien que la génération précédente et se demandent de quoi demain sera fait». Et il ajoutait: «N'oublions jamais que les démocraties qui se sont effondrées, telle la République de Weimar face à la montée de Hitler, sont celles qui n'ont pas su entendre leurs classes moyennes» (1).

Ce politicien bourgeois faisait démagogiquement mine de plaindre ces classes moyennes (parmi lesquelles on voit qu'il intégrait les couches supérieures du prolétariat), pour mieux faire passer ses propositions anti-ouvrières: diminution des prestations sociales, fin de l'«assistantat», etc., tout en agitant, à toutes fins utiles, la menace du fascisme. On voit aussi qu'il reprenait la mystification bourgeoise classique selon laquelle ces fameuses classes moyennes constitueraient quasiment l'essentiel de la population, à l'exclusion des très hauts revenus d'un côté, et des pauvres marginalisés de l'autre.

Cette mystification se retrouve dans la sociologie bourgeoise, même (et surtout!) quand elle se revêt d'habits scientifiques. Pour elle, la division en classes se fait selon le revenu, critère statistique avec lesquels elle trouve que les classes moyennes sont toujours majoritaires, constituant «le socle de la société» (2), même si elle ne peut pas ne pas constater une tendance à la polarisation dans la société – les riches devenant toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres. Phénomène inquiétant pour la stabilité de l'ordre établi car il engendre l'accroissement des tensions sociales, ce qui se traduit et se traduira inévitablement par des affrontements sociaux.

Pour le marxisme, les classes ne se définissent pas par le revenu de leurs membres, mais par leur position sociale, par leur position dans l'organisation économique.

Un artisan, mettons, peut avoir un revenu inférieur à celui d'un ouvrier, il peut travailler plus longtemps ou plus durement que lui; il sera pourtant un petit bourgeois parce qu'il est propriétaire de son outil de travail alors que l'ouvrier ne possède rien d'autre que sa force de travail qu'il est obligé de vendre à un capitaliste pour vivre.

Et c'est cette position sociale particulière qui déterminera la position politique de l'artisan, fondée sur la défense de son entreprise, de sa propriété et du capitalisme, opposée à celle de l'ouvrier, fondée sur la défense du travailleur salarié contre le capitalisme. Elle explique aussi l'instabilité de l'attitude des classes moyennes oscillant entre les classes fondamentales de la société bourgeoise – prolétariat et bourgeoisie – et leur vénération de la démocratie, comprise comme système permettant de concilier ou de dépasser les antagonismes de classe qui risquent de les broyer.

Lénine écrivait: «La foi dans l'action universelle, salvatrice de la «démocratie» en général, l'incompréhension du fait que la démocratie bourgeoise, historiquement limitée quant à son utilité, sa nécessité, cette foi et cette incompréhension se sont maintenus dans tous les pays pendant des

(Suite en page 8)

MARXISME ET CLASSES MOYENNES

(Brochure "le prolétaire", Sept. 2017, format A5, 76 pages, Prix : 2 €)

- Introduction
- Marxisme et classes moyennes («Programme communiste», n°55, Avril-Juin 1972)
- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia:
 - Introduction à la «Fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia»
 - La conférence du camarade Bordiga à l'«Université prolétarienne» («L'Unita», 24 mars 1925)
 - Amadeo Bordiga - Conférence du 21 mars 1925. La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Sur le fil du temps. Les intellectuels et le marxisme («Battaglia Comunista», n°18, 4-5 novembre 1949)
- La demi-classe, notre bête noire («Il Programma Comunista», n°15, 4 août - 1er septembre 1963)
- Léon Trotsky. Petite-bourgeoisie et fascisme:
 - «La seule Voie» (Septembre 1932 - Extraits)
 - «Où va la France?» (Octobre 1934 - Extraits)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)

Marxisme et classes moyennes

Suivi de:

- La fonction historique des classes moyennes et de l'intelligentsia
- Sur le fil du temps Les intellectuels et le marxisme
- La demi-classe, notre bête noire
- Léon Trotsky Petite-bourgeoisie et fascisme

Une nouvelle brochure du parti: «Marxisme et classes moyennes»

(Suite de la page 7)

dizaines d'années, pendant des siècles, avec une force particulière au sein de la petite bourgeoisie.

Le grand bourgeois en a vu de toutes les couleurs, il sait que la république démocratique, comme toute autre forme d'Etat en régime capitaliste, n'est autre qu'une machine pour écraser le prolétariat. Le grand bourgeois le sait parce qu'il connaît intimement les dirigeants réels et les ressorts les plus cachés (souvent encore plus secrets de ce fait) de la machine de l'Etat bourgeois, **quel- le qu'elle soit.**

En raison de sa situation économique, en raison de ses conditions d'existence, le petit bourgeois est incapable d'assimiler cette vérité. Il s'en tient même aux illusions selon lesquelles la république démocratique signifie la «démocratie pure», «l'Etat populaire libre», la souveraineté du peuple, etc., etc. La solidité de ces préjugés du démocrate petit-bourgeois est due nécessairement à ce fait qu'il est plus éloigné de la lutte aiguë des classes, de la Bourse, de la «véritable» politique, et il serait tout à fait contraire au marxisme d'attendre que la propagande puisse à elle seule extirper ces préjugés en un bref laps de temps» (3).

Ce texte date d'un siècle, mais sans aller chercher bien loin, on peut facilement trouver des exemples actuels qui démontre que sur ce plan rien n'a changé: les petits-bourgeois sont toujours aussi incapables de comprendre ce que signifie la démocratie.

Lors du mouvement «Nuit debout» le journaliste François Ruffin, célèbre auteur du film à succès: «Merci patron», qui en était l'un des initiateurs, avait déclaré qu'était nécessaire une «alliance» entre les «classes intermédiaires» (dont il estimait être le

représentant) et les travailleurs contre «la toute-puissance des riches» et au nom de la démocratie qui serait «une responsabilité collective».

Dans la même veine il publia sur les colonnes du Monde avant le premier tour des élections présidentielles, une retentissante lettre ouverte à Macron où il l'accusait d'être le «candidat de l'oligarchie», «des classes supérieures»; «c'est un fossé de classe qui se creuse devant vous» affirmait-il. Son texte était rythmé du leitmotiv «vous être haï, vous êtes haï, vous êtes haï».

Mais quelques semaines plus tard, le même qui était par ailleurs investi comme candidat aux législatives par la «France Insoumise» de Mélenchon, appelait... à voter Macron au deuxième tour, au nom de la défense de la démocratie face à Le Pen!

Ces palinodies sont typiques de la petite bourgeoisie; si elles relèvent ici de la farce, dans une situation sociale plus sérieuse, elles peuvent avoir des conséquences autrement plus graves, comme l'histoire l'a montré. En Allemagne la bourgeoisie utilisa par le truchement du nazisme les petits-bourgeois ruinés par la crise capitaliste pour écraser le mouvement prolétarien et sauver le capitalisme. Voilà ce qui s'est réellement passé sous la République de Weimar. Les prolétaires ne doivent pas se laisser illusionner par les grands discours, parfois d'apparence très radicale, des dirigeants petits-bourgeois et se mettre à la remorque des mouvements des classes moyennes, car cela reviendrait à sacrifier leurs propres intérêts de classe et la possibilité de lutter réellement pour eux.

C'est pourquoi il nous semble important de rappeler l'analyse que fait le marxisme des classes moyennes et l'attitude du

prolétariat à leur égard: c'est le but de cette brochure.

* * *

Il s'y trouve d'abord un exposé à une Réunion Générale du parti il est suivi du compte-rendu d'une réunion publique d'Amadeo Bordiga tenue à Rome en 1925.

Nous avons fait suivre en annexe de ces textes, 2 articles parus, l'un sur *Battaglia Comunista* en 1949, le «Fil du temps»: «Les Intellectuels et le marxisme», et l'autre sur *Il Programma Comunista* en 1963 «La demiclasse, notre bête noire»; nous terminons par deux extraits d'articles de Trotsky à propos des classes moyennes et du fascisme qui sont très éclairants par l'analyse, parfaitement marxiste, de l'attitude de ces classes.

Mais il est nécessaire de préciser qu'à l'inverse, la tactique que, à la suite de l'Internationale Communiste, Trotsky préconisait à l'égard du fascisme, est désastreuse; cette tactique de défense de la démocratie, que les extraits que nous citons ne justifient en aucune manière, contredit l'indépendance de classe du prolétariat qui est la base indispensable pour entreprendre une lutte sérieuse.

Nous ne pouvons développer ici cette question très importante: le lecteur intéressé peut se reporter aux brochures que nous y avons consacrées (4).

(1) Cf. Laurent Wauquiez, «La lutte des classes moyennes», Ed. Odile Jacob 2011.

(2) Voir l'étude du CREDOC «Les classes moyennes en Europe», décembre 2011. Selon leurs critères de revenu ils trouvaient que les classes moyennes formaient en 2009 58,7% de la population (avec ce type de critère on peut élargir ou rétrécir à volonté cette proportion).

A noter que l'étude affirme que ces classes sont le «socle de la cohésion sociale»: «une répartition plus égale des revenus

(2) <http://solidariteouvriere.info/notre-classe/les-angoisses-electorales-de-lextreme-gauche-sont-elles-justifiees/>

(3) La déclaration «nous ne nions pas qu'il y a des pays, comme les Etats-Unis et l'Angleterre où les ouvriers peuvent espérer arriver à leurs fins par des moyens pacifiques» a été faite par Marx à Amsterdam lors d'une réunion publique qui suivit le Congrès de la Première Internationale à La Haye (septembre 1872); mais il insistait surtout dans ce discours sur le fait que dans la plupart des pays l'utilisation de la violence était nécessaire (c'est la raison pour laquelle son discours ne put être publié *verbatim* en Allemagne) cf. Marx Engels, *Collected Works*, tome 23, p.255.

D'ailleurs *Solidarité Ouvrière*, le bulletin de l'ICO, rappelle lui-même qu'il avait répondu en 1871 à un journaliste américain qui envisageait une victoire électorale du parti ouvrier en Grande-Bretagne: «Je ne suis pas aussi optimiste que vous. La bourgeoisie anglaise a toujours accepté de bonne grâce le verdict de la majorité, tant qu'elle se réservait le monopole du droit de vote. Mais, croyez-moi, aussitôt qu'elle se verra mise en minorité sur des questions qu'elle considère comme vitales, nous verrons ici une nouvelle guerre esclavagiste». Cf. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/kmpc067.htm>

(4) Thèses rédigées par Lénine et Boukharine. Cf. «La question parlementaire dans l'Internationale Communiste», brochure Le Proletaire n°9.

(5) L'ICO considère que la dissolution de l'Assemblée constituante en Russie «où les différents partis socialistes détenaient la majorité» par les insurgés bolcheviks a été le «crime fondateur» du nouveau régime. Exactement l'argument de Kautsky! Lénine avait répliqué que cet argument signifiait mettre le respect des institutions de la démocratie bourgeoise au-dessus des intérêts de la révolution prolétarienne: cela aurait abouti à rendre le pouvoir à la bourgeoisie comme le voulaient en fait les socialistes mencheviks!

(6) Cf. *Programme Communiste* n°103

tend à pacifier les liens sociaux, tandis qu'une société polarisée crée inévitablement des tensions». Ce ne sont donc pas ces classes qui déterminent la paix sociale, mais la plus ou moins grande égalité...

(3) Cf. Lénine, «Les précieux aveux de Pitirim Sorokine», *Pravda*, 5/12/1918. Oeuvres tome 28, p 192-193. Nous pourrions faire des dizaines de citations similaires.

(4) Cf. «Communisme et fascisme», série «Les Textes du PCI» n°1, «Fascisme, antifascisme et lutte prolétarienne», Brochure Le Proletaire n°25, «L'antifascisme démocratique, un mot d'ordre antiprolétarien qui a fait ses preuves», supplément au Proletaire.

Pour la diffusion internationale de la presse du parti !

L'augmentation incessante des tarifs postaux constitue un obstacle de plus en plus grand à la circulation de notre presse et de nos publications, surtout au niveau international. Par exemple l'envoi d'un exemplaire de *Proletarian* à une librairie américaine revient à 2,6 euros alors que le bulletin est vendu à l'équivalent de 1,5 euros!

Une première réponse à cette situation est le recours à l'internet et c'est la raison pour laquelle nous travaillons à améliorer le site du parti. Mais la diffusion électronique ne peut pas remplacer complètement la diffusion papier, y compris gratuite (Bibliothèques, etc.), qui reste souvent indispensable.

Pour maintenir et si possible accroître cette-ci, nous avons besoin du soutien de nos lecteurs et sympathisants.

Souscrivez pour la diffusion de la presse du parti!
Abonnez-vous, ré-abonnez-vous!

SOUSCRIPTION PERMANENTE Troisième liste 2017

Corto: 10,00 / Eric: 8,50 / François: 17,50 / Gilbert: 42,50 / Joël: 76,50 / May.: 20,00 / Paris: 1200,00 / Reims: 7,50 / Roland: 30,00 / Sans dévier sur la voie de Liebknecht, Luxemburg, Lénine, Bordiga: 42,50 / Victor: 40,00 / Pour la diffusion internationale de la presse: 250,00

Total liste: 1745,00
Total général: 5048,50

Points de contact:

Aix, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : L'adresse sera prochainement modifiée. Pour contact, écrire à l'adresse de Lyon.
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano
Pour l'Espagne: Apdo. Correos 27023, 28080 Madrid

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10.
Abonnement de soutien: 15 € / 60 FS / £ 20. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. «el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien,** le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**

«L'Initiative Communiste Ouvrière», ou les derniers Mohicans de l'Union de la Gauche

(Suite de la page 7)

niste (août 1920) préconisaient certes la participation aux élections, mais selon la tactique du «parlementarisme révolutionnaire». Le but de cette participation n'était pas de recueillir le maximum de voix et encore moins d'obtenir, grâce aux succès électoraux, la fin du capitalisme ou au moins des améliorations substantielles de la condition ouvrière; le centre de l'action et de la politique prolétariennes devait se situer en dehors des parlements. Il s'agissait d'utiliser la «tribune parlementaire» à des fins de propagande révolutionnaire pour dénoncer la politique bourgeoise et «détruire les parlements de l'intérieur». A cette tactique qui avait l'inconvénient de ne pas trancher avec les vieilles habitudes électoralistes dominant en Europe occidentale (ce qui explique qu'en peu de temps elle retomba dans les ornières parlementaristes), notre courant préférait celle de l'abstentionnisme révolutionnaire, plus directe et plus efficace pour combattre les illusions électoralistes et démocratiques; mais il était cependant parfaitement d'accord avec ses pré-supposés programmatiques, définis de la façon suivante:

1. Le gouvernement parlementaire est devenu la forme «démocratique» de la domination de la bourgeoisie qui, à un certain degré de son développement, a besoin de la fiction d'une représentation de la fiction d'une représentation populaire. Apparaissant extérieurement comme l'organisation de la «volonté du peuple» au-dessus des classes, elle n'est en fait qu'un instrument de coercition aux mains du Capital. (...)

4. Les parlements bourgeois, qui constituent un des principaux engrenages de la machine d'Etat de la bourgeoisie, ne peuvent pas plus être conquis par le prolétariat que l'Etat bourgeois en général. La tâche du prolétariat est de faire sauter

la machine d'Etat de la bourgeoisie, de la détruire, y compris les institutions parlementaires, que ce soit celles des républiques ou celles des monarchies constitutionnelles. (...)

6. Le communisme se refuse donc à voir dans le parlementarisme une des formes de la société future; il se refuse à y voir celle de la dictature de classe du prolétariat; il nie la possibilité de la conquête durable des parlements; il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions de l'Etat bourgeois qu'en vue de leur destruction. C'est dans ce sens et uniquement dans ce sens que la question peut être posée (4).

Inutile d'expliquer au lecteur que ce n'est pas du tout dans cet esprit que les divers groupes trotskystes participent aux élections!

Mais inutile aussi de souligner que les orientations de l'ICO sont complètement étrangères à ces positions communistes.

En se fixant comme objectif non la destruction du capitalisme et le renversement de la société bourgeoise mais leur démocratisation, en considérant la participation électorale comme la méthode de construction de leur parti avec entre autres l'argument que toute «révolution» déboucherait sur des élections (5), ICO fait la preuve de son ralliement ouvert au camp réformiste. Nous avons intitulé un article récent de *Programme Communiste* sur ce courant: «Communisme ouvrier ou démocratisme petit-bourgeois?» (6). Il nous fournit lui-même une nouvelle fois la réponse...

(1) Cf. Solidaritéouvrière.info, 10/2/2017. Pour les orientations du Congrès de l'ICO voir: http://archives.communisme-ouvrier.info/spip.php?page=article&id_article=2151